

(1)

(N° 115)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 MARS 1906.

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1906 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. D'HUART.

MESSIEURS,

Le projet de Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1906 s'élève, pour le service ordinaire, à la somme de 13,509,222 francs, contre 13,308,522 francs en 1905, soit une augmentation de 200,900 francs.

Les dépenses exceptionnelles s'élèvent à la somme de fr. 477,353.01, contre fr. 739,008.66 en 1905, soit une diminution de fr. 261,655.65.

La diminution totale pour l'ensemble du Budget est donc de fr. 60,755.65 et les crédits sollicités s'élèvent ainsi à la somme de 13,086,575 francs.

Première Section. — Dépenses ordinaires.

Au chapitre III, *Agriculture*, le libellé de l'article 9 a été complété par deux rubriques nouvelles :

1° « Frais d'achat, de transport et d'utilisation de matières désinfectantes. »

Ces frais, qu'il est utile de viser spécialement, se rattachent à l'ensemble des dépenses occasionnées par l'enlèvement et la destruction de cadavres d'animaux impropres à la consommation et par les installations sanitaires à la frontière;

⁽¹⁾ Budget, n° 4, VII.

⁽²⁾ La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. CARTUYVELS, DELPORTE, GENDEBIEN, PITSAER, RAEMDONCK et D'HUART.

2° « Encouragements en vue d'une meilleure hygiène des étables. »

L'amélioration hygiénique des habitations des animaux et spécialement des animaux employés à la reproduction est une condition essentielle de l'amélioration de l'élevage. Des conditions meilleures de l'hygiène des étables auront vraisemblablement une heureuse répercussion sur l'issue de la lutte contre la tuberculose bovine. La Section centrale avait insisté tout spécialement sur ce point l'an dernier; elle est heureuse de voir que le Gouvernement s'est préoccupé de réaliser l'idée qu'elle avait émise.

A l'article 2. Amélioration des races d'animaux domestiques. L'augmentation de 40,000 francs, proposée à cet article, est justifiée par les motifs suivants :

1° 9,000 francs destinés à assurer l'octroi des primes pour les étalons d'élite ;

2° 25,000 francs destinés à majorer les crédits affectés à des subsides aux syndicats d'élevage des races bovines et aux fédérations de ces syndicats ;

3° Une somme de 6,000 francs (en charge temporaire) est destinée à faire face aux dépenses d'une Commission chargée d'étudier les questions se rapportant à l'amélioration des races bovines.

La consultation des hommes du métier s'impose si l'on veut arriver à élaborer un projet qui réponde aux nécessités du moment. L'élevage bovin et l'industrie beurrière prennent d'année en année une importance plus considérable et sont aujourd'hui parmi les principales ressources de l'agriculture belge. Il ne faut donc rien négliger pour améliorer cet élevage et le favoriser, d'autant plus que nous sommes encore tributaires de l'étranger, chaque année pour une somme qui peut s'évaluer en moyenne à 25 millions de francs.

L'article 3 prévoit une augmentation de 20,000 francs nécessaire :

1° Pour subsidier dans les conditions présentement admises les sociétés de crédit agricole, les unions professionnelles d'agriculteurs et les syndicats houblonniers, associations dont le nombre et l'importance s'accroissent annuellement ;

2° Pour permettre d'apporter à la publication du *Bulletin de l'agriculture* les améliorations suggérées par l'expérience.

Au chapitre IV, *Eaux et forêts*, l'article 23 porte une augmentation de crédit de 9,000 francs ainsi justifiée :

1° Une somme de 3,200 francs est destinée à la création de plusieurs emplois de garde-forestier nécessitée par les récentes acquisitions de forêts par l'État, et au relèvement du traitement de certains préposés dont les triages ont été étendus ;

2° Une somme de 5,800 francs est destinée à l'amélioration de la position de certains gardes-bois dont les triages ont été augmentés par suite d'acquisitions ou de boisements, et à la création de quelques places nouvelles créées pour dédoubler certains triages trop étendus.

L'article 24 porte une augmentation de 3,000 francs destinée à couvrir les frais d'expériences à faire en vue de hâter le boisement des carrières épuisées, des remblais ou talus dénudés et terrils abandonnés.

Il y a ainsi dans le pays de nombreux terrains laissés absolument improductifs et qui pourraient, s'ils étaient plantés, augmenter considérablement de valeur.

Enfin, l'article 25 mentionne une augmentation de 25,000 francs. Cette augmentation a pour cause principale l'extension du domaine forestier de l'État, par suite des acquisitions effectuées depuis 1897. Celles-ci comportent environ 4,500 hectares, soit à peu près le tiers de la superficie boisée non grevée de droits d'usage et dont l'entretien est à la charge exclusive de l'État.

Au chapitre VI, *Service de santé*, une majoration de crédit de 45,000 francs est prévue à l'article 29 :

1° Une somme de 18,000 francs servira à compléter l'allocation nécessaire aux services de l'inspection des pharmacies et de la surveillance des denrées alimentaires;

2° Une somme de 10,000 francs pour les dépenses nécessitées par la réorganisation du Conseil supérieur d'hygiène;

3° Une somme de 2,000 francs est demandée pour encourager la propagande organisée par les sociétés qui s'occupent de la protection de l'enfance du premier âge;

4° Enfin, une somme de 15,000 francs sera affectée à des subsides pour les dispensaires qui ont pour objet la prophylaxie de la tuberculose.

Au chapitre VII, *Voirie urbaine et vicinale. Cours d'eau et hygiène publique*, deux augmentations sont prévues, l'une de 20,000 francs, l'autre de 5,000 francs, destinées aux augmentations normales de traitements, à la nomination de plusieurs brigadiers et, enfin, au paiement des frais de route et de séjour dus au personnel de l'inspection et au personnel du service de l'hydraulique agricole. Les déplacements des fonctionnaires de ces deux services se multiplient en raison du nombre croissant des projets de travaux de voirie et d'hygiène présentés par les communes et des demandes d'assainissement de terrains fangeux.

Au chapitre VIII, *Beaux-Arts*, le projet de Budget prévoit une augmentation de 27,000 francs à l'article 46 :

1° Le renforcement du personnel de surveillance des musées royaux nécessité par l'installation des collections dans les nouveaux locaux;

2° L'amélioration de la position de plusieurs agents;

3° L'organisation définitive des cours d'archéologie dans les musées.

A l'article 47, il est prévu une augmentation de 5,000 francs pour les dépenses de matériel des nouvelles installations des Musées royaux des arts décoratifs et industriels et pour la publication des catalogues et guides, réclamés depuis longtemps par le public. Cette publication est devenue possible aujourd'hui que les collections sont méthodiquement exposées.

Deuxième section. — Dépenses exceptionnelles.*Agriculture.*

A l'article 64, un crédit de 80,000 francs est demandé pour l'École de médecine vétérinaire de l'État et l'Office vaccinogène central. Ce crédit complète celui de 200,000 francs, porté au Budget de 1905 en vue de l'ameublement des nouveaux locaux et de l'outillage scientifique nécessaire pour permettre les démonstrations au moyen des instruments les plus récents.

A l'article 65, un crédit de 112,000 francs est demandé pour l'Institut agricole de l'État à Gembloux, afin de pouvoir réaliser le programme d'aménagement prévu l'an dernier lors de la demande d'un premier crédit de 100,000 francs. Cette somme est destinée particulièrement aux objets suivants : construction de laboratoires et d'auditoires pour les cours du génie rural; transformation des locaux de l'internat; installation d'un système de chauffage général et d'une distribution d'eau; acquisition du matériel nécessaire pour le nouveau laboratoire du génie rural et du mobilier complémentaire de l'internat. L'ensemble des dépenses pour les travaux à effectuer à l'institut de Gembloux s'élèvera à la somme de 450,000 francs.

Beaux-Arts.

A l'article 68, un crédit de 285,000 francs est sollicité pour permettre de solder le prix des œuvres d'art pour l'acquisition desquelles un premier crédit de 275,000 francs a été porté au Budget de 1905.

Enfin à l'article 69, un crédit de 5,350 francs est demandé pour terminer les travaux de restauration du Pont des Troues, à Tournai. Cette construction est très curieuse et très intéressante. Aussi est-elle rangée dans la première classe des monuments civils.

Examen en Sections.

1^{re} SECTION. — A l'article 13, *Encouragements aux sociétés agricoles*, un membre estime qu'il faut surtout encourager l'élevage bovin et que les subsides accordés aux syndicats d'élevage sont fort utiles, mais il pense que le résultat voulu n'est guère atteint chez le petit cultivateur qui, d'une façon assez générale, ne s'inscrit pas dans ces syndicats.

Un membre demande que l'on modifie l'organisation des concours dans lesquels on ne tient pas compte de la productivité des animaux; certains animaux primés comme reproducteurs n'ont jamais eu aucun produit. Il émet le vœu de voir créer au Ministère une division spéciale en ce qui concerne l'organisation des syndicats, les subsides qui s'y rapportent, etc. A son avis, il faudrait aussi spécialiser quelques fonctionnaires dans certaines branches de l'agriculture.

Un autre membre croit au contraire qu'il serait inutile et fâcheux de

créer de nouvelles directions; il n'est point partisan d'une trop grande spécialisation.

Un membre estime que dans certains syndicats le prix demandé pour la saillie des taureaux admis à la saillie est trop élevé, et c'est pourquoi souvent les petits agriculteurs n'envoient par leur bétail à ces taureaux.

Le Budget est admis par onze voix et deux abstentions.

2^e SECTION. — Un membre signale l'importance des services publics par automobile.

Un membre voudrait qu'on étudiât la question des poussières soulevées par les automobiles.

Un membre voudrait savoir si la question de la chasse de l'Hertogenwald est régularisée.

Le Budget est adopté par douze oui et une abstention.

3^e SECTION. — Un membre se plaint de ce que le crédit de l'article 31 ne suffise pas; de là des retards dans le paiement des subsides aux communes. Ce membre demande une liquidation plus prompte de ces subsides au moyen d'une provision à voter une fois pour toutes.

Un membre estime qu'il faudrait vérifier la voirie de l'État, des provinces et des communes.

Un autre membre pense qu'il faudrait subsidier l'entretien des chemins intercommunaux et se borner à ceux-là.

Un membre signale le manque d'entente entre l'Administration des Ponts et Chaussées et les directions des Wateringues. Il vise spécialement les abus constatés dans la région de l'Yser. Les Wateringues ont le droit d'être consultées sur la baisse des eaux corrompues dans les cours d'eau des polders. Le même membre se plaint de la pollution des rivières et demande la défense de la pêche au filet dans les canaux de l'État. En Hollande on permet l'emploi d'un filet dit : « ankerkuyt », à larges mailles, qui laisse passer le fretin. Ce filet est à tort interdit en Belgique.

Un membre rappelle qu'il a déposé un projet de loi sur la pêche; il préconise la faculté de pêcher à l'aide du « poer » dans l'Escaut.

Un membre se plaint de ce que les pouvoirs publics ne portent pas assez d'intérêt à la question des wateringues; le régime de eaux intérieures devrait être remanié.

Un autre membre dit que les Ponts et Chaussées font trop de difficultés pour la création de nouvelles wateringues; des demandes introduites depuis plusieurs années sont restées jusqu'ici sans suite.

Un membre signale les fraudes relatives à l'entrée en Belgique du bétail étranger prétendument atteint de tuberculose, alors qu'il est simplement amaigri par le transport.

Un membre demande quels sont les artistes chargés des travaux relatés aux pages 64 et suivantes, 68 et suivantes du rapport, ce qu'ils ont touché, quand les travaux ont été commencés et quand ils seront terminés.

Le Budget est voté par quatorze voix et une abstention.

4^e SECTION. — Un membre demande l'augmentation du traitement des gardes-forestiers et l'augmentation du crédit pour la construction de chemins agricoles. Il demande où en sont les travaux de peinture et de sculpture en cours.

Un membre signale le défaut d'organisation des Musées royaux au point de vue des achats.

Le Budget est adopté par huit voix contre deux.

5^e SECTION. — Un membre demande quel est l'état de la question de la réparation des accidents du travail au point de vue agricole et demande un rapport précis à cet égard.

Un membre demande quelles sont les intentions du Gouvernement au sujet des clos d'équarrissage dont on se plaint beaucoup, dit-il.

Un membre demande si le corps des inspecteurs pour la vérification des denrées alimentaires a un personnel suffisamment nombreux pour que l'inspection soit bien faite partout.

Un membre dit que le Gouvernement a décidé de placer l'œuvre de Meunier dans un musée. Le monument du Travail est superbe, dit-il, et je demande qu'il soit érigé sur une place publique.

Plusieurs membres appuient ce vœu.

Le Budget est voté par dix voix et deux abstentions.

6^e SECTION. — Un membre demande que l'État et la province subsidient l'entretien de la voirie vicinale; les communes n'ont souvent pas les ressources suffisantes pour bien entretenir la voirie, qui alors se détériore. Il signale les inégalités existant entre les communes au sujet de la voirie et fait remarquer que certaines routes communales sont devenues réellement des routes d'intérêt général.

Un autre membre, dans le même ordre d'idées, voudrait voir l'État charger les provinces de l'entretien de la voirie vicinale. Les communes interviendraient pour une part, 50 % par exemple, les autres pouvoirs publics, province et État, paieraient le reste de la dépense.

La Section est unanime à demander que cette question soit mise sans retard et sérieusement à l'étude.

Un membre demande le transfert du Musée Wiertz à Dinant.

Le Budget est adopté par dix voix et une abstention.

Examen en Section centrale.

CHAPITRE III.

AGRICULTURE.

La Section centrale constate avec satisfaction les progrès considérables que continue à réaliser l'agriculture belge.

Les procédés de culture se sont améliorés, les semences de mieux en

mieux sélectionnées, les cultures plus rationnellement aménagées; aussi le rendement des terres augmente-t-il d'une façon générale chaque année.

Le rendement moyen à l'hectare est :

Pour le froment, de	1,529 kilogr. en 1880 et atteint	2,363 kilogr. en 1904.
Pour les betteraves		
et fourrages, de .	32,284	53,537
Pour les pommes		
de terre, de . .	12,255	16,889
Pour l'avoine, de .	1,614	2,362

La progression de rendement est à peu près analogue pour les autres céréales, orge, seigle, pour les fourrages, etc. Mais puisque tout ce qui touche « au pain » intéresse plus particulièrement, voyons, à titre d'exemple, les progrès réalisés dans la culture du froment :

Années.	Hectares cultivés.	Kilogrammes produits.	Kilogrammes à l'hectare.
1846	233,452	338,856,286	1,455
1866	283,542	402,854,088	1,418
1880	275,932	401,593,890	1,529
1895	180,377	384,252,664	1,931
1903	143,850	336,106,700	2,337
1904	159,118	376,033,200	2,363

Les importations de froment, déduction faite des exportations, se sont élevées, pendant l'année écoulée, à 1,485,745,002 kilogrammes, représentant une valeur de 242 millions de francs.

Puisque la Belgique ne produit que 376,003,200 kilogrammes, il en résulte que les quatre cinquièmes du froment que nous consommons nous vient de l'étranger.

Comme les années précédentes, c'est toujours dans l'exploitation du bétail bovin que l'on constate les progrès les plus remarquables. Alors que le nombre des sujets de l'espèce chevaline reste stationnaire, le nombre des animaux de la race bovine ne cesse de croître dans de notables proportions.

Le nombre des bovidés était :

En 1846 de	1,203,891	sujets.
En 1866 de	1,242,445	—
En 1880 de	1,382,815	—
En 1895 de	1,420,978	—
En 1903 de	1,720,150	—
En 1904 de	1,782,290	—

Soit, en ces neuf dernières années, une augmentation de 562,000 bêtes, représentant pour notre Cheptel bovin une plus-value d'au moins 70 millions de francs. Le nombre des naissances est en 1904 de 760,777.

Le nombre des bovidés atteint en moyenne dans le pays une bête par hectare pour l'étendue recensée (1). La Flandre orientale a la population bovine la plus dense : 138 bêtes pour 100 hectares recensés.

La qualité des bovidés continue également à s'améliorer, grâce à l'action des sociétés d'élevage et aux nombreux concours et expositions qui entretiennent l'émulation entre les cultivateurs, grâce aussi à une meilleure alimentation et à une hygiène mieux comprise.

Quoique le nombre des bovidés augmente considérablement, la consommation de viande reste notablement supérieure à la production. Les importations de bétail, déduction faite des exportations, qui ont été très peu importantes, atteignent une valeur de 20,401,000 francs. Nos éleveurs n'ont donc pas à craindre la surproduction.

Les bovidés importés pour la boucherie pendant l'année écoulée se répartissent comme suit :

28,277	bêtes d'origine	hollandaise.
103	—	française.
10,564	—	américaine.

Grâce aux laiteries coopératives et à de meilleurs procédés de fabrication, l'industrie beurrière continue à progresser. Cependant la production est encore assez loin d'égaliser la consommation.

Voici les chiffres pour 1903 :

Importations :	4,517,993	kilogr	pour une valeur de	13,102,000	francs.
Exportations :	1,723,971	—		4,999,000	—

Soit une différence de 2,794,022 kilogrammes et une valeur de plus de 8 millions de francs dont nous sommes encore tributaires de l'étranger.

Hygiène des étables. Indemnités. Concours.

L'an dernier, la Section centrale insistait tout spécialement sur l'urgence qu'il y avait à remédier au manque d'hygiène d'un grand nombre d'étables, les conditions défectueuses dans lesquelles sont logés beaucoup d'animaux devant fatalement anémier ces animaux et entraver toutes les mesures prises pour combattre la tuberculose. Aussi est-ce avec une vive satisfaction que la Section centrale voit les efforts tentés par le Département de l'Agriculture pour améliorer cette situation et l'inscription d'un crédit de 50,000 francs (art. 9) pour les concours d'étables.

La question de l'hygiène des animaux et spécialement l'amélioration des étables n'est à l'ordre du jour que depuis quelques années; elle ne s'étend pas encore, à beaucoup près, à l'ensemble des cultivateurs et, cependant, les efforts faits en ce sens semblent donner déjà des résultats satisfaisants;

(1) Le recensement agricole annuel ne porte que sur les exploitations agricoles de 1 hectare au moins.

n'est-ce pas à eux que l'on doit, pour une bonne part du moins, attribuer la diminution de la mortalité chez les animaux ?

CHEVAUX (par 1,000 chevaux).		RACE BOVINE (par 1,000 bêtes).	
Années.	Pertes.	Années.	Pertes.
1900.	46	1900.	46
1901.	42	1901.	46
1902.	38	1902.	48
1903.	37	1903.	43
1904.	36	1904.	42

La Section centrale demande au Département de l'Agriculture de rechercher s'il ne serait pas utile de modifier les règlements des concours d'animaux reproducteurs, de façon à ne distribuer les primes qu'aux animaux reproduisant réellement.

Certains animaux primés comme reproducteurs dans de nombreux concours n'ont jamais eu de produits.

La Section centrale voudrait aussi que le Département de l'Agriculture examinât la question de savoir si, lorsqu'une bête, abattue par ordre du vétérinaire (après avoir réagi à la tuberculine), est reconnue saine, il n'y a pas lieu pour le Gouvernement de payer la valeur intégrale de l'animal.

Clos d'équarrissage.

A diverses reprises, la Section centrale a réclamé l'organisation complète du service des clos d'équarrissage, dont on espérait beaucoup au point de vue de l'hygiène et de la salubrité publiques.

Mais l'organisation de ce service semble laisser beaucoup à désirer, car de nombreuses plaintes ont surgi dans plusieurs provinces, pendant l'année 1903 principalement.

Les plaintes peuvent se résumer en trois chefs :

1° Dans certains endroits, ces clos ont été établis trop près des agglomérations, d'où plaintes des voisins ;

2° Les clos sont trop peu nombreux, d'où la nécessité de transporter, à des distances énormes, les cadavres, et par conséquent, l'enlèvement de ces cadavres ne se fait pas avec la célérité voulue ;

3° Défectuosité des camions affectés au transport. Ces camions ne sont pas étanches et laissent couler le sang et les matières fétides de ces animaux, morts de maladies contagieuses, d'où grave danger de contagion.

La Section centrale exprime le désir de voir le Département de l'Agriculture, d'une part, assurer d'une façon plus rigoureuse l'exécution du contrat, qui le lie pour dix ans, avec la société Figue et C^{ie}, et, d'autre part, entreprendre en même temps l'étude de la destruction des cadavres au moyen de la soude.

Au point de vue purement hygiénique, ce système, qui n'est pas nouveau, semble appelé à donner des résultats très satisfaisants.

Comme le caractère industriel de l'exploitation des clos d'équarrissage est ici le côté accessoire, il est désirable que le Département de l'Agriculture fasse procéder à une étude approfondie de la question, de manière à être fixé sur la valeur relative des deux procédés.

Syndicats d'élevage.

Le nombre des syndicats d'élevage va en augmentant dans la plupart des provinces, et les syndicats existants voient d'une façon générale s'accroître le nombre de leurs membres. C'est afin de pouvoir subsidier ces nouveaux organismes sans diminuer le taux des subsides accordés aux anciennes sociétés que le Gouvernement a proposé à l'article 12 une majoration de crédit.

Au 1^{er} janvier 1905, il y avait 310 syndicats d'élevage bovin, comptant 11,936 membres et 38,051 bêtes inscrites.

La Section centrale est heureuse de constater la situation prospère des syndicats d'élevage, qui rendent de grands services à l'agriculture; elle voudrait voir dans chaque province ces syndicats se réunir en une fédération, ainsi que cela existe dans plusieurs provinces; il y aurait ainsi une plus grande unité dans la direction à donner à l'élevage et aux améliorations à préconiser.

Il est regrettable que dans de nombreuses régions, les petits éleveurs s'abstiennent presque complètement de faire partie des syndicats d'élevage auxquels, presque seuls, participent les éleveurs de la grande ou de la moyenne culture.

Les petits cultivateurs cependant ont, proportionnellement, tout autant d'intérêt que les grands éleveurs à améliorer la qualité de leur bétail.

Il serait utile de les encourager à entrer dans les syndicats, et le moyen le plus efficace serait de créer (ainsi que cela se fait déjà dans l'un et l'autre syndicats), quelques concours réservés spécialement à la petite culture. Celle-ci n'aurait plus dès lors à craindre la concurrence de la grande culture, où le bétail est assez généralement de qualité supérieure.

Les agronomes.

A diverses reprises, la Section centrale a insisté sur les nombreux services rendus à l'agriculture par les agronomes de l'État.

Chaque année, les cultivateurs prennent davantage l'habitude de recourir à leurs conseils et de leur demander des avis.

En 1900, les agronomes ont donné 472 conférences aux cultivateurs et 1,422 consultations écrites.

En 1905, les agronomes ont donné 815 conférences et 2,459 consultations écrites, soit près du double en cinq ans.

Mais pour que tous les agriculteurs soient à même de recourir pratiquement aux conseils des agronomes, il faut que l'agronome ne soit pas trop

éloigné et par conséquent que la circonscription ne soit pas trop étendue. Il serait donc utile d'augmenter le nombre de ces fonctionnaires, afin de diminuer le ressort de chacun; il y aurait vraisemblablement moyen d'arriver à ce résultat en modifiant, là où c'est nécessaire, les circonscriptions et en nommant au grade d'agronome les agronomes adjoints qui ont acquis, par une pratique déjà longue, pour la plupart d'entre eux, une connaissance approfondie des choses de l'agriculture.

La Section centrale espère que l'honorable Ministre examinera, avec sa bienveillance habituelle, cette question, comme aussi celle du relèvement du traitement de fin de carrière des agronomes, afin de les mettre sur le même pied que les inspecteurs forestiers et vétérinaires.

L'agronome doit être surtout un homme d'initiative et d'action; il faut donc éviter de le charger de trop d'écritures administratives et de longs rapports; il doit aller de plus en plus au cultivateur et devenir son conseil technique, s'occupant non seulement des cultures, mais des questions d'élevage, de la sélection des semences, etc. L'agronome devrait multiplier les champs d'expérience, les pratiquer dans les divers sols de sa région et en consigner les résultats sur des cartes. On pourrait ainsi dresser une carte géologique du pays qui, après quelques années, deviendrait un monument extrêmement utile à l'agriculture.

Le houblon.

La culture houblonnière traverse depuis quelques années une crise grave. On a allégué pour l'expliquer de multiples raisons, mais la cause principale semble être la surproduction amenant l'âpre concurrence que se font sur les marchés du monde les producteurs de houblon.

Le seul remède efficace à apporter à cette situation, c'est le perfectionnement des procédés de culture et de préparation du houblon.

L'honorable Ministre de l'Agriculture a été bien inspiré en encourageant d'une part l'initiative privée, en prenant d'autre part des mesures administratives dans l'intérêt de la culture du houblon.

Il existe actuellement quarante associations houblonnières, organisées sous forme d'unions professionnelles, dans toutes les régions houblonnières du pays, qui s'occupent de réaliser les réformes et les perfectionnements préconisés par la Commission extra-parlementaire; des conférences nombreuses sont données au sein de tous ces groupements, par des spécialistes.

Chaque « hophond » possède un ou plusieurs champs d'expériences et de démonstrations relatives à la sélection des variétés, à la fumure rationnelle, à la conduite des plantes sur fil de fer, etc. Il a été organisé, au cours de 1903 et dans le pays de la petite culture seul, dix-huit essais sur fil de fer; ceux-ci ont obtenu un succès très marquant. Les frais d'installation des houblonnières sur fil de fer ne sont guère plus élevés que ceux occasionnés par l'établissement de houblonnières sur perches; par contre, l'usure est beaucoup moins prononcée dans le premier cas, de même qu'il y a moins de dégâts à craindre des coups de vent, moins d'atteintes de maladies chryptogamiques et autres. Le rendement est de 10 à 30 %, plus élevé et la quantité semble

préférable. Il y a donc lieu de continuer à développer ces essais, qui devraient être tentés dans chacune des associations houblonnières.

De tous temps, ce sont les procédés de préparation du houblon, plus encore que les méthodes de production, qui ont laissé à désirer. C'est donc à juste titre que dans ces derniers temps les efforts se sont portés principalement de ce côté. En vue d'amener les planteurs à améliorer leurs séchoirs, il a été procédé dans chaque commune à la transformation d'une ou de plusieurs tourailles qui sont devenues autant de modèles destinés à guider les membres du syndicat. Un concours de séchoirs a été ouvert, et c'est par centaines que les planteurs se sont fait inscrire. Cela prouve tout à la fois les bonnes dispositions qui animent les houblonnières et l'opportunité qu'il y a pour les pouvoirs publics à subsidier cette heureuse initiative, car le séchage semble être le côté faible pour le houblon belge.

Tout en stimulant par ces moyens et par des expositions les planteurs de houblon à perfectionner la culture et la préparation de leurs produits, les unions houblonnières ont eu l'heureuse idée de faire participer les brasseurs et les négociants à ces expositions; non seulement ils peuvent aider les planteurs de leurs conseils, mais il était utile qu'ils pussent juger des efforts faits et des améliorations réalisées. Ces expositions, qui sont très suivies, ont attiré l'attention des acheteurs sur les houblons belges, et déjà plusieurs planteurs qui avaient amélioré leurs produits les ont vendus à des prix de 5 et 10 francs au-dessus du cours normal. C'est de bon augure pour l'avenir.

Il est permis d'espérer que la vente et l'achat du houblon d'après la qualité et la variété se généraliseront lorsque le brasseur belge sera mieux familiarisé avec nos produits nationaux, c'est-à-dire lorsqu'il les connaîtra davantage et sera complètement à même de les apprécier en connaissance de cause. M. le Ministre de l'Agriculture a donc bien fait de subsidier les expositions nationales qui ont été tenues récemment à Liège, Bruxelles et Gand, et où à chacune d'elles ont participé plus de trois cents exposants. Les marchés d'Alost et d'Assche obtiennent aussi un succès grandissant. Les brasseurs y viennent nombreux et commencent à apprécier la valeur des houblons belges améliorés. Le jour où cette pratique se réalisera, le planteur aura intérêt immédiat, à cause du prix supérieur qu'il obtiendra, à améliorer la qualité de ses produits. La Section centrale engage le Département de l'Agriculture à persévérer dans la voie qu'il s'est tracée; elle croit qu'il y aurait lieu de compléter par quelques tracts l'enseignement donné par les expositions et les conférences.

Un membre, considérant que le meilleur moyen d'améliorer la situation matérielle des planteurs serait d'introduire des variétés de houblon de qualité supérieure à celle actuellement cultivée, a préconisé l'attribution de subsides à accorder pendant la période improductive aux cultivateurs qui consentiraient à renouveler leurs plantations.

La Section n'a pu se rallier à cette manière de voir en raison des difficultés d'application et du précédent qui serait posé à propos des autres produits agricoles.

Associations agricoles.

Le projet de Budget prévoit une nouvelle augmentation de crédit en faveur des associations agricoles; cette mesure répond à l'accroissement incessant du nombre et de l'importance de ces sociétés.

Les subsides, au profit des groupements ruraux, deviendront ainsi graduellement un puissant moyen de protection de l'agriculture tout en favorisant l'esprit d'initiative et de progrès des cultivateurs.

Les institutions d'assurance agricoles paraissent particulièrement dignes de la bienveillance du Gouvernement, car les nombreux risques et les multiples aléas de la profession agricole constituent les principales entraves à son progrès.

Grâce aux subsides accordés aux institutions d'assurance du bétail et des chevaux, les conséquences des risques de mortalité du cheptel vivant ont été déjà considérablement diminuées pour de nombreux cultivateurs; le Gouvernement ne saurait donc assez encourager ces utiles associations.

A ce sujet, la Section centrale appelle l'attention du Gouvernement sur les conséquences de son mode de calcul des subsides au profit des caisses de réassurance des bêtes bovines et des chevaux.

D'après la circulaire ministérielle du 28 janvier 1903, les subsides au profit de ces fédérations sont égaux au montant des primes versées par les mutualités locales à la caisse fédérative, et ces subsides ne peuvent être supérieurs à 15,000 francs par province. Les fédérations qui perçoivent plus de 15,000 francs de primes n'ont, dans ces conditions, plus aucun intérêt à étendre leurs opérations, de sorte que les subsides gouvernementaux produisent un effet opposé à leur but, à savoir la diffusion de l'assurance du bétail.

Ces résultats se constatent surtout dans les provinces où il y a deux caisses de réassurance de la même espèce, comme dans les provinces d'Anvers, de Limbourg et de Namur; dans ce cas, le subside de 15,000 francs doit être réparti entre ces fédérations au prorata des primes perçues par chaque caisse.

La Section centrale estime, d'accord avec le Ministre, qu'il est nécessaire, pour la bonne gestion des crédits, de fixer un maximum de subside par province; mais il est indéniable que la somme de 15,000 francs, suffisante au début des caisses de réassurance, n'est plus en rapport avec leurs nouveaux besoins résultant de l'extension considérable de leurs opérations.

L'assurance contre la destruction des récoltes par cas fortuits, tels que la grêle, paraît aussi réclamer une intervention efficace du Gouvernement, d'abord pour vulgariser ce genre d'assurance, ensuite pour le soutenir par voie de subsides.

A diverses reprises, le Parlement a été saisi de demandes de crédits pour indemniser les cultivateurs dont les récoltes avaient été ravagées par des cyclones ou la grêle. Le Parlement n'a pas cru pouvoir voter ces crédits à cause surtout des difficultés d'application.

Tout d'abord, la proposition de loi devant suivre la filière réglementaire, prise en considération, examen en section, Section centrale, rapport, discussion à la Chambre, mêmes formalités au Sénat, sanction royale, publication, etc., il s'écoule fatalement un temps assez long, et il devient souvent impossible, après ce délai, d'évaluer les dégâts causés par l'orage à des récoltes qui sont peut-être déjà coupées et même engrangées. La constatation des dégâts doit pouvoir se faire immédiatement après le désastre.

Une autre difficulté qui a été signalée est celle des assurances. Si l'État indemnise le cultivateur assuré, celui-ci ayant été payé par la société d'assurance, l'indemnité accordée par l'État doit, en bonne logique, être remise à la société d'assurance. Si, au contraire, l'État n'indemnise que le cultivateur non assuré, il lèse les sociétés d'assurance et il tue l'idée de la prévoyance, car plus aucun cultivateur ne s'assurera s'il a l'espoir d'obtenir une indemnité du Gouvernement. Telles furent les principales raisons qui firent rejeter dans les sections, l'an dernier, une proposition sur cette matière.

Un moyen plus pratique et plus équitable de venir en aide aux cultivateurs serait de subsidier l'assurance des récoltes. Si cette assurance n'est pas plus généralisée en Belgique, c'est à raison même de la gravité du risque, qui nécessite des primes si élevées, que la généralité des cultivateurs n'osent y souscrire.

Le Conseil supérieur de l'Agriculture est saisi depuis 1899 d'un projet sur cette matière; la Section centrale croit qu'il serait utile que le Conseil supérieur reprenne cette étude afin d'aboutir bientôt à la solution de cette question qui préoccupe, à bon droit, le monde agricole.

Enquête sociale agricole.

Les statistiques agricoles et les monographies des diverses régions agricoles publiées dans ces derniers temps par le Ministère de l'Agriculture permettent de se rendre compte de l'état économique de notre agriculture, mais elles sont insuffisantes pour faire bien connaître l'état social des cultivateurs. Elles ne renseignent pas, en effet, sur cet ensemble de faits qui constituent l'économie sociale de l'agriculture, tels que le niveau d'existence des cultivateurs et des ouvriers agricoles, leur niveau intellectuel et moral, les relations des cultivateurs entre eux, celles des fermiers avec leurs propriétaires et leurs ouvriers, l'hygiène à la campagne, les diverses institutions d'assistance et de prévoyance.

La connaissance de ces faits est indispensable pour pouvoir se faire une idée bien exacte des besoins de la classe agricole.

Certes, on ne relève pas les phénomènes sociaux avec la même facilité que les phénomènes économiques qui peuvent faire l'objet de statistiques. L'exposé des faits sociaux n'est possible qu'après de longues et patientes observations par des personnes particulièrement compétentes.

Aussi, pour exposer les faits sociaux ruraux, a-t-on déjà recouru au système des monographies dont quelques essais ont été tentés en Belgique.

Tout récemment la Société d'économie sociale de Bruxelles et l'Association des ingénieurs agricoles de Louvain consacraient plusieurs séances à l'examen

de cette question et concluait à la grande utilité des monographies agricoles. La Section centrale demande à M. le Ministre de l'Agriculture de seconder ce genre de travaux auxquels pourraient collaborer les agronomes de l'État.

Ces travaux fourniraient les éléments d'une étude analogue à la grande enquête du travail organisée en 1886 par les soins du ministère de M. Bernaert et qui a abouti à des résultats pratiques si importants; plus récemment encore, une enquête a été faite au sujet des améliorations à apporter à la situation de la petite bourgeoisie; il semble qu'il serait utile qu'un travail analogue fût élaboré au sujet de la situation sociale des cultivateurs.

Dégrèvements immobiliers.

Un dégrèvement de la propriété immobilière s'impose en vue de faciliter aux classes moyennes et inférieures l'accession à la propriété ainsi que la libération des charges qui pèsent sur elle.

Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement avait présenté, pendant la session 1902-1903, un projet de loi comprenant une série de mesures efficaces. Ce projet avait été singulièrement élargi par la Section centrale, qui, par l'intermédiaire de son rapporteur, M. Thilbaut, avait adopté un certain nombre d'amendements empreints d'un esprit très large, amendements auxquels le Gouvernement s'était rallié.

Mais, par suite de circonstances spéciales, une partie seulement du projet, celle concernant les mesures relatives aux partages, put être discutée et votée, et le reste du projet disparut de l'ordre du jour.

C'est ce reste qu'il importerait de faire réinscrire en ordre utile à l'ordre du jour des travaux parlementaires; ce sont notamment les articles 1 à 4, comprenant les dispositions relatives à l'acquisition des propriétés ne dépassant pas une valeur de 10,000 francs, aux emprunts et aux ouvertures de crédits jusqu'à concurrence de la même somme.

Ce sont ensuite les dispositions des articles 11 à 16, relatives aux sociétés d'habitations à bon marché, à l'extension des valeurs fiscales leur octroyées et au dégrèvement de la propriété immobilière, elles permettent notamment aux sociétés d'acheter des blocs de terrains pour les revendre en détail sans payer de droits d'enregistrement supplémentaires.

Ce sont enfin les dispositions des articles 17 et 18, relatives à la suppression du droit de quittance et au dégrèvement des immeubles par la suppression du droit proportionnel, pour la substitution d'une créance amortissable à une créance à terme fixe.

Ces mesures sont de la plus haute utilité pour augmenter le bien-être des classes moyennes et inférieures. Elles sont réclamées par les hommes d'œuvres et les économistes dans tous les Congrès qui se sont occupés de cette question. A ce titre, elles méritent de retenir l'attention de la Chambre.

Enseignement agricole.

Quand, il y a vingt ans, le Gouvernement créa le Département de l'Agriculture et institua l'enseignement agricole, on ne lui ménagea pas les sarcasmes

et l'on riait de cette prétention de faire « pousser le blé et l'herbe avec de la science ». Les cultivateurs de leur côté restaient indifférents et les premières leçons d'agriculture furent souvent peu suivies.

Mais bientôt les champs d'expériences, organisés par les agronomes, montrèrent les progrès que l'on pouvait réaliser par les engrais et par de meilleurs procédés de culture; l'agriculteur s'intéressa à ces expériences, il écouta les conseils de l'agronome, et aujourd'hui à chaque conférence agricole les auditeurs arrivent nombreux et animés du désir de s'instruire.

Le nombre des élèves augmente aussi chaque année dans les écoles d'agriculture. Voici quelques chiffres :

Écoles de Gembloux, Gand, Vilvorde, Huy et établissements moyens de l'État .

Années 1902	1,042 élèves
— 1903	1,300 —
— 1904	1,421 —

Ecoles moyennes libres d'agriculture :

Années 1902	2,380 élèves.
— 1903	2,503 —
— 1904	3,153 —

A l'Institut supérieur de Gembloux, de très grandes innovations ont été faites pour développer autant que possible les recherches scientifiques dans les laboratoires, les travaux pratiques de microscopie, de chimie, de physique, etc. Il en sera prochainement de même pour la mécanique agricole et le génie rural.

La ferme de l'Institut de Gembloux est pour les élèves un véritable enseignement pratique, car ils y trouvent la démonstration de tous leurs cours théoriques.

Une bonne innovation également a été l'introduction d'une quatrième année d'étude facultative. Cette année complémentaire comprend quatre sections, l'élève peut ainsi se spécialiser.

A diverses reprises la Section centrale a exprimé le désir de voir le Gouvernement perfectionner l'outillage des laboratoires de zootechnie, d'agrobiologie et de chimie agricole et mécanique de l'Institut de Gembloux, afin de mettre cet institut à la hauteur des progrès modernes. Tout en développant de plus en plus les investigations scientifiques, cet établissement doit cependant conserver son caractère d'école, sa destination étant non pas de faire de la science théorique, mais bien de former de bons agronomes, hommes d'initiative et d'observation, capables de résoudre d'une façon pratique les nombreux problèmes de l'économie rurale.

Les écoles volantes ménagères agricoles ont rendu de très grands services aux filles des cultivateurs; toutefois trop peu de jeunes filles peuvent suivre ces cours. Il existe dix écoles volantes; la durée du cours étant de quatre mois, elles font chacune trois sessions par an, soit trente pour tout le pays; peut-être pourrait-on, à titre d'essai tout au moins, organiser dans certains

centres agricoles importants un enseignement professionnel agricole complémentaire de l'école primaire.

A côté de l'enseignement agricole proprement dit, le Gouvernement a aussi cherché à introduire dans les écoles ménagères ou aux conférences données aux fermières l'enseignement de l'hygiène domestique et celui de l'alimentation du cultivateur.

L'organisation de notre enseignement agricole est fort appréciée à l'étranger, notamment en France. M. Méline, l'ancien président du Conseil des ministres, dans son livre, *Le retour à la terre*, fait déjà un vif éloge de l'organisation belge et préconise l'enseignement ménager agricole comme l'un des principaux facteurs de l'amélioration sociale des agriculteurs.

Tout récemment, le département du Nord, créant la première école ambulante de laiterie, l'instituait à l'instar du type belge et avec un personnel belge formé dans nos écoles ménagères.

Enfin, au Congrès de l'enseignement agricole à Liège, en juillet dernier, M. Ruau, Ministre de l'Agriculture de France, déclarait que notre enseignement agricole faisait l'objet de son admiration et dépassait de loin ce qui se faisait dans les autres pays.

Deux questions ont été posées par la Section centrale au chapitre III.

Question.

« Les expériences de vaccination antituberculeuse de von Behring, entreprises par les soins du Département de l'Agriculture, ont-elles déjà donné des résultats concluants? »

Réponse.

« Deux sortes d'expériences ont été réalisées. Les premières ont eu pour objet de contrôler jusqu'à quel point les bovidés immunisés contre la tuberculose pouvaient résister à une infection expérimentale. Ces recherches faites à l'école vétérinaire, par une commission de quatre membres, ont amené surtout les conclusions suivantes :

» 1^o Que la vaccination von Behring est inoffensive pour les veaux sains et qu'elle ne donne pas naissance à la tuberculose;

» 2^o Que les vaccinés résistent généralement à la contamination naturelle, mais que leur résistance peut être vaincue par l'inoculation de fortes doses de virus actif.

» D'autres expériences confiées à l'un des inspecteurs vétérinaires près l'Administration centrale ont eu pour but de contrôler l'efficacité de cette vaccination dans les conditions ordinaires de la pratique. A cet effet, du 15 décembre 1904 au 30 décembre 1905, 146 veaux ont été vaccinés dans douze foyers anciens de tuberculose.

» Ces recherches ont prouvé que l'injection intraveineuse ou sous-cutanée du virus vaccin de von Behring a été inoffensive au point de vue de ses résultats immédiats.

» D'autre part, une tuberculation récente de ces veaux vaccinés a montré que, sauf quelques rares exceptions, tous ces sujets sont indemnes de tuber-

culose. Cependant, la plupart d'entre eux ont été exposés, pendant un an ou quelques mois, à des causes multiples d'infection auxquelles n'ont pas résisté les veaux témoins non vaccinés. L'infection des vaccinés peut s'expliquer par une contamination faite avant que l'immunité ne fut acquise. Ces résultats sont donc très encourageants, mais ne permettent aucune conclusion définitive.

» Des recherches ultérieures prouveront la durée de cette immunité relative et son efficacité pratique. »

Question.

« Les résultats de l'application du sérum et du sérum vaccin contre le rouget des porcs sont-ils satisfaisants? »

Réponse.

« Pendant les années 1904 et 1906, la séro-vaccination contre le rouget s'est montrée, comme antérieurement, inoffensive et efficace. En 1904, 18,329 sujets ont été vaccinés, la plupart dans des foyers de rouget, et tous sont restés indemnes ultérieurement.

» Pour ce qui concerne le sérum curatif, il résulte des rapports des praticiens qui l'ont employé que son efficacité est telle qu'on peut évaluer le nombre des guérisons obtenues dans la pratique aux neuf dixièmes des sujets traités lorsqu'on l'emploie dans les débuts de la maladie.

» Les mêmes résultats ont été obtenus en 1905 pour le sérum curatif comme pour le séro-vaccin. »

CHAPITRE IV.

EAUX ET FORÊTS.

Aucun crédit ne figure au chapitre des eaux et forêts pour des subsides à accorder pour des concours de sylviculture, tandis que des crédits sont accordés à l'article 13 pour subsidier les concours agricoles.

La Section centrale attire sur ce point l'attention du Ministre de l'Agriculture et lui demande d'examiner s'il ne serait pas utile d'inscrire à l'article 24 du Budget un crédit, pour permettre à son Département d'organiser dans les régions forestières du pays des concours pour la sylviculture, spécialement en vue d'encourager les particuliers et les administrations communales à reconstituer la futaie.

La chasse dans l'Hertogenwald.

Un membre s'est occupé aussi de la question du droit de chasse dans l'Hertogenwald.

Le droit de chasse dans la forêt de l'Hertogenwald appartient, ainsi qu'on le sait, non pas à l'État, mais à la Couronne.

Depuis deux ou trois ans, la Liste civile a chargé certaines personnes de s'occuper de la surveillance de cette chasse, mais il n'existe pas de bail, ainsi qu'on l'avait affirmé, et aucune redevance n'est payée. Ceux des gardes qui ne sont point gardes-forestiers de l'État sont commissionnés par la Liste civile et verbalisent en son nom. Chaque année la Liste civile fixe (sauf pour les sangliers que l'on cherche à détruire) le nombre maximum de têtes de gros gibier que les invités pourront abattre. Les personnes qui participent aux battues dans l'Hertogenwald sont donc les invités de la Couronne, qui n'a pas aliéné les droits de chasse que lui confère la loi.

CHAPITRE V.

SERVICE DE SANTÉ.

A l'article 31 du Budget, il est proposé un crédit de 15,000 francs pour allocation de subsides aux dispensaires qui ont pour objet la prophylaxie de la tuberculose.

Cette demande de crédit répond à un vœu exprimé déjà au sein de la Section centrale et de la Chambre. Jusqu'à présent, la lutte contre la tuberculose a été presque exclusivement abandonnée à l'initiative privée. Il n'y a pas lieu, semble-t-il, de le regretter, car de généreux efforts privés ont produit des résultats déjà considérables, que les pays étrangers eux-mêmes ont loués.

Une intervention prématurée des pouvoirs publics se produisant sous l'empire d'idées encore mal ou insuffisamment éclairées, aurait pu avoir de fâcheuses conséquences.

On peut se féliciter de ne pas avoir cédé aux entraînements du début, alors que l'on réclamait des sommes considérables pour l'édification de vastes sanatoriums dits populaires. On en est revenu maintenant à des notions plus exactes et plus rationnelles, et sans condamner les sanatoriums antituberculeux, on ne les considère plus comme l'élément principal de la lutte contre la tuberculose. Il faut des sanatoriums; il y en a déjà et sans doute en créera-t-on encore de nouveaux; mais ce sont là des établissements hospitaliers, ressortissant plus du domaine de l'assistance publique que de celui de l'hygiène. Il est certain, du reste, qu'il n'est matériellement pas possible de faire soigner tous les tuberculeux dans ces sanatoriums et l'on devrait y soigner plus spécialement les malades que l'on a espoir de voir guérir.

Le Département de l'Agriculture nous paraît avoir parfaitement compris sa vraie mission en s'intéressant plutôt aux dispensaires, qui sont essentiellement des instruments de prophylaxie et de vulgarisation. Ils ont cet avantage de pouvoir être utiles aux malades de toutes les catégories. Il faut toutefois éviter d'y faire de la médecine et se borner à y faire de l'hygiène, en donnant des conseils hygiéniques aux malades et en travaillant à enrayer la contagion.

La Section centrale approuve donc la proposition de crédit faite en faveur des dispensaires, de même qu'elle applaudit aux mesures de propagande contre la tuberculose, pratiquées avec les encouragements pécuniaires de

l'État. Elle voudrait cependant que dans la répartition des subsides en faveur des dispensaires, on se préoccupât de faire cette répartition dans des vues d'ensemble et sous le contrôle d'une inspection officielle. Cette inspection ne nécessite pas de nombreux agents; elle pourrait s'exercer à peu de frais par les soins de l'inspection centrale attachée au Département de l'Agriculture. Ses attributions ont été clairement définies dans le très remarquable rapport présenté par M. Beco au Congrès international de la tuberculose de Paris, en 1905. « Tout en respectant, dit ce rapport, l'autonomie de chaque dispensaire agréé et la tutelle des ligues auxquelles il serait affilié, cette inspection veillerait à l'emploi régulier des subsides alloués; elle organiserait sur les bases uniformes la statistique des résultats obtenus; elle faciliterait les relations des dispensaires avec les autres institutions qui s'occupent de la santé publique... enfin, et ce serait là sa fonction la plus importante, elle assurerait la coordination des efforts et l'unité de vues, qui sont indispensables à des entreprises intéressant au même titre la nation entière. »

Cette unité de vues, cette coordination des efforts, constituent, en cette matière comme en bien d'autres, un élément indispensable de progrès durables et féconds.

La Section centrale attire l'attention du Département de l'Agriculture sur les nombreuses fraudes qui se pratiquent à certains marchés, notamment la falsification du beurre par la margarine. Les inspecteurs des denrées alimentaires devraient se rendre non seulement sur les grands marchés, mais même sur les marchés des plus petites localités, où les abus sont nombreux.

CHAPITRE VI.

VOIRIE.

Entretien de la voirie.

Plusieurs sections ont, cette année encore, porté leur attention sur la très grosse et ancienne question de l'intervention financière de l'État dans l'entretien de la voirie vicinale, et la Section centrale a cru devoir s'en occuper également.

Nous n'entreprendrons pas de reproduire ici tous les arguments qui militent en faveur de cette intervention; ils ont déjà été formulés à diverses reprises à la Chambre; nous nous bornerons à en rappeler quelques-uns et tout spécialement l'inégalité des charges qui pèsent, du chef de l'entretien de la voirie, sur les communes. Les unes ont eu la bonne fortune de voir leur territoire traversé par une ou plusieurs routes de l'État; d'autres, au contraire, n'ont, sur tout leur territoire, ni route de l'État, ni route provinciale; elles supportent donc seules toutes les charges d'entretien de la voirie. Certaines routes vicinales sont devenues en fait des routes de grande communication servant bien plus au trafic général qu'au trafic local; d'autres, par suite de circonstances telles que la création d'une gare de chemin de fer ou d'un vicinal, ont acquis une circulation considérable, et l'entretien de ces

chemins, dans l'un comme dans l'autre cas, reste à la charge de la commune, alors que les habitants des communes voisines se servent de ces routes peut-être bien plus que ceux de la commune qui en a l'entretien.

On pourrait citer encore bien d'autres motifs; mais, comme nous le disions tantôt, ils sont connus et ne sont plus contestés par personne.

La question qui nous occupe a fait d'ailleurs un grand pas dans ces derniers temps, puisque au cours de la séance de la Chambre du 24 mars 1904, M. le Ministre des Finances, confirmant les intentions du Ministre de l'Agriculture, faisait la déclaration suivante : « La seule solution possible me paraît être la création d'un fonds provincial spécial alimenté par l'État, par la province et par un prélèvement sur le fonds communal.... Il serait entendu que seules les communes qui entretiennent parfaitement leur voirie auraient droit à des subsides sur ce fonds. »

Nous avons eu la satisfaction d'apprendre que tout récemment M. le Ministre de l'Agriculture a convoqué les délégués des députations permanentes et les chefs des services techniques provinciaux à une réunion au Département de l'Agriculture, pour examiner les moyens pratiques de réaliser, à bref délai, le régime projeté de l'intervention simultanée de l'État et des provinces dans les charges d'entretien de la voirie.

La Section centrale ne peut qu'applaudir à cette résolution; elle émet le vœu que le Gouvernement ne tarde pas à mettre à exécution, dans des conditions sérieuses et durables, les intentions qui se sont manifestées; il pourra compter ainsi sur la gratitude d'innombrables communes qui souffrent très injustement de l'état actuel des choses.

Nous avons entendu objecter que la mise en vigueur du régime projeté pourrait nécessiter des changements à la législation de 1841 sur les chemins vicinaux et qu'il résultera de cette complication des retards dont on ne saurait mesurer l'étendue; nous espérons que le Gouvernement saura trouver le moyen de donner suite à ses intentions, sans avoir à toucher aux lois existantes. En réalité, la loi du 10 avril 1841, qui régit la voirie vicinale, ne prévoyait pas le concours de l'État par voie de subsides pour la construction des chemins communaux; ce silence de la loi n'a pas empêché l'État et les provinces de contribuer par voie budgétaire et administrative à établir ce magnifique réseau de voies de communications, qui comporte une étendue de 30,000 kilomètres; au surplus, la loi dont il s'agit a basé tout le régime de la voirie vicinale sur l'action combinée des communes et des provinces.

Les autorités provinciales ont, en cette matière, des attributions étendues, dont il pourrait être fait un usage plus effectif; déjà cinq provinces participent annuellement aux charges d'entretien des chemins de grande communication pour une somme globale d'environ 400,000 francs.

Si l'État subordonne sa participation à celle des provinces et s'il combine son taux d'intervention avec celui des provinces, il n'est pas douteux que le régime ne se réalise bientôt à toutes les parties du pays.

Il est temps d'agir; des sacrifices énormes ont été faits pour la création du réseau vicinal, dont le capital de construction est évalué au chiffre énorme de 300 millions; un grand nombre de routes importantes d'utilité générale sont gravement négligées au point de vue de leur état d'entretien; moyennant

une participation simultanée de l'État et des provinces sagement entendue, appliquée tout d'abord aux chemins les plus importants déclarés de grande communication, on arriverait très promptement à une très notable amélioration de l'état actuel.

Un autre avantage, qui apparaîtrait aussitôt comme la conséquence de cette participation, proviendrait de ce que les communes ne seraient plus livrées, pour l'entretien de la voirie, à leurs efforts isolés. On pourrait organiser l'entretien des routes par des travaux en commun exécutés pour le compte des diverses administrations locales intéressées à un même chemin; il en résulterait pour tous de sérieuses économies.

La Section centrale insiste encore une fois vivement auprès du Gouvernement pour qu'il hâte l'examen des dispositions à prendre avec les provinces sur cette importante question et qu'il affecte, dès l'exercice en cours si c'est possible, des subsides pour l'entretien de la voirie.

Assainissement des rivières.

La Section centrale croit aussi de son devoir d'attirer l'attention de M. le Ministre de l'Agriculture sur la situation qui est faite, par la pollution des rivières, à de nombreuses populations situées en aval des villes. Cette situation fâcheuse va s'aggravant chaque année avec l'importance plus considérable que prennent les agglomérations; la situation de la Senne, notamment, appelle un prompt remède.

Les méthodes d'épuration des eaux résiduaires se réduisent à deux groupes : d'une part, celles qui procèdent par voie d'épuration chimique et, d'autre part, celles qui consistent dans la destruction bactérienne des matières organiques contenues dans les eaux novices.

Les hygiénistes les plus autorisés sont divisés sur la valeur des procédés en présence.

Un chimiste français a installé aux portes de Bruxelles, à Haeren, une petite usine où il fait l'expérience de son procédé qui semble simple et peu coûteux, car c'est au moyen de la chaux qu'il purifie les eaux. Les boues provenant de la décantation sont séchées et constituent, d'après l'inventeur, un engrais pour l'agriculture. Beaucoup d'hygiénistes, au contraire, préfèrent le procédé bactérien pour l'épuration des eaux.

La Section centrale pense que le Ministre de l'Agriculture ferait œuvre utile en chargeant le service compétent de suivre les expériences de ces divers procédés, afin d'arriver le plus tôt possible à une solution pratique, hautement désirable pour la salubrité publique.

Distributions d'eau.

A l'article 32 du Budget (Inspection des chemins vicinaux, des travaux d'assainissement, etc.), il est proposé une augmentation de crédit en vue, notamment, de renforcer le service de l'Administration centrale du département qui s'occupe des affaires de distribution d'eau.

Cette proposition permet de croire que le Gouvernement n'entend plus se borner à accorder ni même à accroître les crédits à répartir entre les

communes du pays qui font des distributions d'eau. Jusqu'à présent, le Gouvernement, appelé à renseigner la Législature sur les efforts qu'il réalise pour doter les communes d'un service d'eau potable, s'était contenté de signaler l'importance des sacrifices consentis par le Trésor public et de montrer que les ressources budgétaires affectées à cet objet ont toujours été en augmentant. Les Chambres n'ont du reste jamais hésité à lui allouer les crédits qu'il réclamait pour cet objet.

On a pu admirer, à l'Exposition de Liège, la carte générale des distributions d'eau établies ainsi avec le concours de l'État, et l'on a pu constater que des progrès considérables ont été réalisés dans ce domaine. D'après une notice relative à la classe de l'hygiène, le nombre total des services publics d'eau potable en fonctionnement ou en voie d'établissement s'élève à sept cents environ.

Ces distributions d'eau sont en grand nombre dans les régions accidentées du pays; elles sont fort rares au nord de la Sambre et de la Meuse, dans la partie basse du Royaume.

L'absence presque complète de distributions d'eau dans certaines régions du pays, notamment dans la basse Belgique et sur notre littoral, où la qualité de l'eau laisse souvent à désirer, comporte des mesures d'un caractère général. Il sera donc très utile de renforcer le service chargé de présider à l'étude des mesures à prendre dans ce but. Il faut que l'on avise aux moyens d'aider pratiquement les communes et ne plus les laisser sous ce rapport livrées à leurs forces isolées. On a signalé déjà certains projets qui tendraient à les réaliser et, en particulier, une loi qui permettrait aux autorités locales de s'associer en vue d'établir en commun des services de distribution.

La Section centrale engage vivement le Gouvernement à poursuivre sans retard la présentation de ce projet. La question des eaux potables est une question de la plus haute importance au point de vue de la salubrité publique; les pouvoirs publics font donc chose éminemment utile en octroyant de larges subsides pour cet objet.

Il importe toutefois que l'on garantisse les populations dont on capte les eaux contre les vexations dont elles peuvent être l'objet de la part des sociétés exploitant ces eaux; il faut aussi qu'on leur garantisse le minimum d'eau nécessaire, non seulement à leurs usages domestiques, mais aussi à leurs usages industriels; pour améliorer la situation de certaines régions, il serait injuste et irrationnel d'en ruiner d'autres.

Il importe aussi que les subsides donnés par les pouvoirs publics reçoivent la meilleure utilisation possible, et ce but ne sera atteint que si l'on procède avec unité et avec des vues d'ensemble.

Beaux-Arts.

Trois questions ont été posées par la Section centrale au chapitre VIII :

Question.

« Est-il exact, ainsi que le bruit en a couru, que les expositions triennales

des beaux-arts auraient lieu désormais successivement à Gand, à Anvers et à Liège et que Bruxelles, qui serait mis ainsi en dehors du roulement, aurait chaque année son exposition des beaux-arts?

» Dans l'affirmative, ces expositions triennales et celles de Bruxelles ne pourraient-elles avoir lieu à des époques différentes, afin que les artistes puissent exposer, s'ils le désirent, et à Bruxelles et en province? »

Réponse.

« La question n'a pas été posée; mon Département ignore ce qui a pu donner naissance aux bruits qui ont couru relativement à la périodicité des expositions triennales. »

Question.

« Le Gouvernement songe, dit-on, à placer le superbe monument du Travail de Meunier dans un musée; ne croit-il pas qu'il serait préférable de l'édifier sur une place publique ou à l'entrée d'une promenade publique? »

Réponse.

« Lorsque le projet de monument au Travail élaboré par Constantin Meunier lui fut soumis, mon Département, sans pouvoir approuver la forme sous laquelle il était présenté et que l'artiste lui-même considérait comme un simple essai, crut bien faire de s'assurer immédiatement la propriété des reliefs et des statues qui le constituaient, sans attendre qu'une formule architecturale définitive fût trouvée, ni qu'un emplacement convenable à tous égards fût choisi pour l'édification du monument.

» Mon Département, en commandant à l'artiste l'exécution des reliefs et des statues, jugea utile de réserver la possibilité d'installer ces œuvres de sculpture dans une salle spéciale du futur palais du « Mont des Arts », où leur réunion, en un cadre approprié, dans une lumière convenable, aurait donné à la pensée de l'artiste toute sa valeur.

» A l'occasion de l'Exposition rétrospective de l'art belge, un nouvel essai de présentation fut tenté à l'intervention de mon Département et avec sa participation financière spéciale. Cet essai a été favorablement accueilli, et la mise en œuvre par M. l'architecte Acker d'un avant-projet esquissé par Constantin Meunier lui-même fut l'objet d'éloges unanimes.

» Cette expérience pourra être le point de départ de recherches nouvelles en vue du meilleur emplacement possible à donner au monument, soit au « Mont des Arts », soit ailleurs, après l'achèvement des pièces constitutives, lequel doit prendre encore un temps notable. J'ai cru correspondre aux vœux du public et contribuer à la gloire de l'artiste en faisant placer, provisoirement, les parties déjà terminées sous les yeux des visiteurs du Musée, quitte à leur donner plus tard toute autre destination jugée préférable. »

Question.

« Transfert à Dinant du Musée Wiertz. »

Réponse.

« La question du transfert à Dinant du Musée Wiertz ayant été soulevée, je crois répondre au vœu de la Section centrale en lui communiquant les renseignements suivants extraits du dossier :

» Trois conventions conclues successivement entre le Gouvernement et Antoine Wiertz, une convention intervenue entre feu Ch. Potvin, légataire universel de Wiertz et le Gouvernement, régissent l'existence du Musée Wiertz.

» 1^{re} CONVENTION (2 juillet 1850) :

» Wiertz reçoit du Gouvernement, représenté par Ch. Rogier, une somme de 50,000 francs pour acquérir, au nom de l'État, un terrain et y construire un atelier dont il aura la jouissance sa vie durant. A son décès, l'État en prendra possession. De son côté, Wiertz cède au Gouvernement la pleine propriété de trois de ses tableaux. Il est stipulé que *« ces tableaux, ainsi que ceux dont M. Wiertz pourrait ultérieurement disposer en faveur du Gouvernement, demeureront invariablement fixés aux murs de son atelier, qui deviendra ainsi un musée »*.

» 2^e CONVENTION (1^{er} septembre 1853) :

» Il est alloué à Wiertz par le Gouvernement — représenté par M. Piercot — fr. 34,049.64, somme égale au surcroît de la dépense occasionnée par l'acquisition du terrain et la construction de l'atelier. Wiertz cède à l'État trois autres tableaux et s'engage à peindre des *fresques sur les murs de l'atelier*.

» 3^e CONVENTION.

» Le Gouvernement, représenté par Ch. Rogier, remet à Wiertz 23,000 francs, afin qu'il fasse, au nom de l'État, acquisition d'une parcelle de terrain agrandissant le terrain déjà acquis et portant une construction. Wiertz cède un septième tableau.

» Wiertz mourut le 18 juin 1863.

» Ch. Potvin, homme de lettres, était institué son légataire universel, par testament olographe ainsi conçu :

» « Je nomme mon ami, Ch. Potvin, mon légataire universel. Écrit de ma main, le 17 juin 1863. (Signé) Wiertz. »

» Il fut trouvé à la mortuaire une note au crayon *sans date*, portant la phrase suivante : « Je fais don à l'État de tous mes tableaux. Je désire qu'ils restent fixés aux murs de l'atelier. (Signé) Wiertz ».

» L'omission de la date, élément indispensable, ôtait toute valeur de testament à ce document.

» M. Potvin se mit en mesure de rendre le Gouvernement propriétaire d'une série extrêmement importante d'œuvres de Wiertz — peinture et sculpture — inventoriées dans sa succession.

» Après mûr examen, il fut donné à cet acte de libéralité la forme d'une *transaction* impliquant divers engagements de la part du Gouvernement. Les peintures exécutées par Wiertz selon la formule de la peinture mate dite « fresque belge » furent considérées comme appartenant déjà à l'État en vertu de la convention du 1^{er} septembre 1855, par laquelle Wiertz s'était engagé à peindre des fresques sur les murs de l'atelier. Elles furent exclues de la liste des ouvrages donnés par M. Potvin.

» Cette convention, signée avec M. Potvin, le 9 juin 1866, par M. Vanden Peereboom, au nom du Gouvernement, porte expressément :

« ART. 3. — Toutes les œuvres de M. Wiertz, y compris les sept tableaux »
» et les fresques ou peintures mates appartenant à l'État, en vertu des con- »
» ventions des 2 juillet 1851, 1^{er} septembre 1855 et 6 février 1861, ainsi qu'il »
» a été dit et reconnu ci-dessus, et toutes celles que l'État pourrait recouvrer ou »
» acquérir de ses deniers *resteront invariablement fixées* aux murs de l'atelier, »
» qui deviendra ainsi un musée de l'État, dont l'accès sera permis au public, »
» sans que ces œuvres puissent jamais être dérobées, en tout ou en partie, à »
» la vue du public. »

» Cette stipulation formelle, de même que les clauses insérées dans les conventions conclues avec Wiertz de son vivant, terminait des discussions préliminaires au cours desquelles le Gouvernement avait à diverses reprises — et vainement — tenté d'obtenir, pour l'avenir, le droit de disposer librement des tableaux de Wiertz après son décès, ou dans certaines circonstances déterminées.

» Il est donc certain que l'intention des parties contractantes a été de constituer à *perpétuité* un musée des œuvres de Wiertz *dans l'atelier* construit, selon ses désirs, pour les contenir non seulement pendant sa vie, mais après sa mort, indéfiniment.

» Il semble donc que seul, un cas de force majeure, tel que la nécessité d'une expropriation inévitable, puisse faire entrevoir l'obligation pour le Gouvernement de porter atteinte à ce qui est la loi des parties contractantes.

» Rien n'autorise à envisager cette hypothèse dans les circonstances actuelles. »

La Section centrale, à l'unanimité des membres présents, a voté le Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1906 et elle vous en propose l'adoption.

Le Rapporteur,
B^{re} ALB. D'HUART.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 MAART 1906.

Begrooting voor het Ministerie van Landbouw, dienstjaar 1906 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER D'HUART.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting voor het Ministerie van Landbouw, dienstjaar 1906, bedraagt voor den gewonen dienst 13,509,222 frank, tegen 13,508,322 frank in 1905, dus 200,900 frank meer.

De uitzonderlijke uitgaven belopen fr. 477,353.01, tegen fr. 739,008.66 in 1905, of fr. 261,655 65 minder.

Dus is er in 't geheel eene vermindering van fr. 60,755.65 op gansch de Begrooting en belopen de aangevraagde kredieten derhalve 13,086,575 fr.

Eerste Sectie. — Gewone uitgaven:

Onder hoofdstuk III, *Landbouw*, werd artikel 9 aangevuld met twee nieuwe posten :

1° « Kosten van aankoop, vervoer en benutting van ontsmettendestoffen. »

Deze kosten, welke het nuttig is afzonderlijk te doen uitschijnen, zijn verbonden aan de gezamenlijke uitgaven, veroorzaakt door het wegruimen en vernietigen der doode lichamen van dieren, voor het verbruik ongeschikt verklaard, en door de gezondheidsinrichtingen aan de grens;

(1) Begrooting, n° 4, VII.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren CARTUYVELS, DELPORTE, GENDEBIEN, PITSIER, RAEMDONCK en d'HUART.

2^o « Aanmoediging tot gezondmaking der stallen. »

De verbetering van den toestand der stallen, in het opzicht van gezondheid, inzonderheid der stallen van voorttelende dieren, is eene hoofdvereischte voor de bevordering van de verfokkerij. Waarschijnlijk zullen gezondere stallen van grooten invloed zijn voor het bestrijden der longtering. Verleden jaar drong de Middenafdeeling daar-bijzonder op aan, en met genoegen stelt zij vast dat de Regeering heeft nagedacht over de verwezenlijking van het door haar uitgedrukt denkbeeld.

Onder artikel 12 : « Verbetering van de rassen der huisdieren », wordt de verhooging met 40,000 frank uitgelegd door de volgende redenen :

1^o 9,000 frank, om premiën te verleenen voor hengsten van allereerste hoedanigheid ;

2^o 28,000 frank tot vermeerdering van de kredieten, bestemd voor toelagen aan de veeweeksyndicaten en aan bonden van die syndicaten ;

3^o 6,000 frank (tijdelijke last) zijn bestemd tot bestrijding der kosten van eene Commissie, belast met het bestudeeren van de vraagstukken die in verband staan met de verbetering der hoornveerassen.

Wil men één ontwerp opmaken, dat beantwoordt aan de huidige behoeften, dan hoeft men mannen van het vak te raadplegen. Van jaar tot jaar neemt het fokken van vee en de boternijverheid toe, en beide behooren thans tot de voornaamste hulpbronnen van België's landbouw. Dus mag er niets worden verwaarloosd om de veefokkerij te verbeteren en te bevorderen, des te meer daar wij ieder jaar nog voor gemiddeld 25 millioen frank schatplichtig zijn aan den vreemde.

Artikel 13 voorziet eene som van 20,000 frank :

1^o Om, in de thans gestelde voorwaarden, toelagen te verleenen aan maatschappijen van landbouwkrediet, beroepsverenigingen van landbouwers en syndicaten van hopkweekers, welker getal en belangrijkheid jaarlijks toeneemt ;

2^o Om aan de uitgave van het *Bulletin de l'Agriculture* de verbeteringen te kunnen toebrengen, door de ondervinding ingegeven.

Onder hoofdstuk IV, *Waters en bosschen*, wordt artikel 23 verhoogd met 9,000 frank, uitgelegd als volgt :

1^o Eene som van 3,200 frank, om verscheidene nieuwe boschwachters aan te stellen, ten gevolge van den aankoop van bosschen door den Staat, en om de jaarwedde van sommige beambten, wier werkkring werd uitgebreid, te verhoogen.

2^o 5,800 frank moeten dienen tot verbetering van den toestand van sommige boschwachters, wier werkkring werd uitgebreid door nieuwe aankopen of door bebossching, en tot het aanstellen van eenige nieuwe boschwachters, ten einde al te uitgestrekte werkkringen te splitsen.

Onder artikel 24 komt eene verhooging van 5,000 frank voor, tot het bestrijden van de kosten van proefnemingen om de bebossching van uitgeputte graverijen, ophoogingen of ontbloote hellingen en verlaten stortplaatsen te bespoedigen.

In ons land zijn er vele gronden die volstrekt niets opbrengen en merkelyk in waarde kunnen toenemen, zoo zij werden beplant.

Eindelijk, onder artikel 25 wordt eene verhooging van 25,000 frank opgegeven, hoofdzakelyk uit hoofde der uitbreiding van Staats boschdomein, na de aankopen sedert 1897 gedaan. Deze aankopen bedragen meer dan 4,500 hectaren, dus nagenoeg het derde van de beboschte oppervlakte, van gebruiksrechten vrijgesteld, en welke de Staat uitsluitend moet onderhouden.

Onder hoofdstuk VI, *Gezondheidsdienst*, artikel 29, is eene verhooging van 45,000 frank voorzien :

1° 18,000 frank tot het aanvullen van de noodige toelage voor de diensten van toezicht over de apothekerijen en over de eetwaren ;

2° 10,000 frank voor de noodige kosten tot herinrichting van den Hoogen Raad voor gezondheid ;

3° 2,000 frank tot aanmoediging der propaganda, ingericht door maatschappijen tot bescherming van heel jonge kinderen ;

4° Eindelijk 15,000 frank voor toelagen aan verpleeghuizen tot wering van de longtering.

Onder hoofdstuk VII, *Stadswegen en buurtwegen. Waterloopen en openbare gezondheid*, zijn twee verhoogingen voorzien, eene van 20,000 frank en eene van 5,000 frank, tot regelmatige verhooging van jaarwedden, benoeming van verscheidene brigadiers, en eindelijk tot vergoeding van reis- en verblyf-kosten, verschuldigd aan het toezichtspersoneel en aan dit van den dienst der landbouw-waterwerken. Deze ambtenaren moeten zich meer dan vroeger verplaatsen, ten gevolge van het toenemend getal ontwerpen voor wegenis en gezondheidswerken, door de gemeenten voorgesteld, en aanvragen tot gezondmaking van veengronden.

Onder hoofdstuk VIII, *Schoone Kunsten*, is bij artikel 46 eene verhooging van 27,000 frank voorzien, voor :

1° Versterking van het toeziende personeel der koninklijke museums, noodig geworden door het plaatsen van de verzamelingen in de nieuwe lokalen ;

2° Verbetering van den toestand van verscheidene beambten ;

3° Eindinrichting der leergangen van oudheidkunde in de museums.

Onder artikel 47, is voorzien eene verhooging van 5,000 frank, voor de kosten van het materieel der nieuwe inrichtingen van de koninklijke museums van versier- en nijverheidskunsten, en voor het uitgeven van catalogussen en handleidingen, door het publiek sedert lang gevraagd. Deze uitgave is mogelijk geworden, nu dat de verzamelingen methodisch zijn tentoongesteld.

Tweede Sectie. — Uitzonderlijke uitgaven.*Landbouw.*

Onder artikel 64, wordt een krediet van 50,000 frank aangevraagd voor 's Rijks Veearsenijschool en het centraal Koepokgesticht. Dit krediet dient tot aanvulling van dit van 200,000 frank, uitgetrokken op de Begrooting voor 1905, voor het bemeubelen van de nieuwe lokalen en het aankopen van de noodige wetenschappelijke toestellen voor aanschouwelijke proefnemingen met de jongste toestellen.

Onder artikel 65, wordt een krediet van 112,000 frank aangevraagd voor 's Rijks Landbouwinstituut te Gembloux, ter verwezenlijking van 't verbeteringsprogramma, verleden jaar voorzien, toen een eerste krediet van 100,000 frank werd uitgetrokken. Deze som is inzonderheid bestemd voor de volgende zaken : oprichting van laboratoria en lokalen voor de leer- gangen van landbouwkunde; verandering der lokalen van het internaat; inrichting van een stelsel tot algemeene verwarming en van eene waterlei- ding; aankoop van het noodige materieel voor het nieuw laboratorium van landbouwkunde en het aanvullend meubilair voor het internaat. De geza- menlijke kosten der werken, te verrichten in het Instituut te Gembloux, zullen 450,000 frank bedragen.

Schoone Kunsten.

Onder artikel 68, wordt een krediet van 285,000 frank aangevraagd, tot betaling van de aangekochte kunstwerken, waarvoor een eerste krediet van 275,000 frank was uitgetrokken op de Begrooting voor 1905.

Eindelijk, onder artikel 69, wordt een krediet van 5,300 frank aange- vraagd, tot voltooiing der werken aan de Driegatenbrug te Doornik. Dat is een zeer merkwaardig en belangwekkend gebouw, opgenomen in de eerste klasse der burgerlijke gebouwen.

Onderzoek in de Afdeelingen.

1^o AFDEELING. — Artikel 13, *Aanmoedigingen voor landbouwmaatschap- pijen*. Een lid is van oordeel dat vooral het fokken van hoornvee dient aan- gemoedigd, en dat de toelagen, verleend aan veekweeksyndicaten, veel nut stichten. Toch meent hij dat de verlangde uitslag niet wordt bereikt door kleine landbouwers, die nagenoeg allen weigeren in deze syndicaten te treden.

Een lid verlangt wijziging van de prijskampen, omdat hierin geene reke- ning wordt gehouden met het voortbrengend vermogen der dieren : som- mige dieren, die premieën verwierven als voortteltende dieren, hebben nooit iets opgeleverd. Hij uit den wensch dat er bij het Ministerie eene bijzondere

afdeeling zou tot stand komen, betreffende de inrichting der syndicaten, de daartoe bestemde toelagen, enz. Volgens hem, zou er ook aan eenige ambtenaren een bijzonder vak moeten toegekend worden in sommige landbouwtakken.

Daarentegen denkt een ander lid dat het nutteloos en nadeelig zou zijn nieuwe bestuursafdeelingen tot stand te brengen; hij is geen voorstander van al te groote splitsing der vakken.

Een lid is van oordeel dat sommige syndicaten den springdienst van daartoe toegelaten stieren te duur doen betalen, en om die reden brengen geringe landbouwers meesttijds hun vee niet bij die stieren.

De Begrooting wordt goedgekeurd met elf stemmen en twee onthoudingen.

2^e AFDEELING. — Een lid wijst op de belangrijkheid der openbare diensten per motor-rijtuigen.

Een ander lid zou willen dat het vraagstuk van het stof, door motor-rijtuigen opgejaagd, wordt onderzocht.

Een lid verlangt te weten of het vraagstuk der jacht in het Hertogenwald geregeld is.

De Begrooting wordt goedgekeurd met twaalf stemmen en eene onthouding.

3^e AFDEELING. — Een lid klaagt over ontoereikendheid van het krediet onder artikel 31; dat verwekt vertraging voor het uitbetalen van de toelagen aan de gemeenten. Hij vraagt eene spoedigere uitbetaling van die toelagen, door middel van eene voorraadsom, incens toe te kennen.

Een lid acht dat er toezicht moet uitgeoefend worden over de wegen van Staat, provinciën en gemeenten.

Een ander lid denkt dat er toelagen dienen verleend te worden voor het onderhoud der intercommunale wegen, en men zich daarbij moet houden.

Een lid merkt aan, dat er geene verstandhouding bestaat tusschen het Bestuur van Bruggen en Wegen en de besturen van Wateringen. Hij bedoelt inzonderheid de misbruiken, die werden vastgesteld in de streek der IJser. De Wateringen hebben het recht te worden geraadpleegd over het uitstorten van bedorven water in de waterlopen der polders. Hij klaagt ook over het bederven der rivieren en vraagt dat het verboden zou worden met netten te visschen in Staats vaarten. In Nederland mag worden gevischt met den ankerkuil met breede mazen, waar de pootvisch doorvalt. Ten onrechte werd dat net in België verboden.

Een lid herinnert dat hij een wetsvoorstel over de vischvangst heeft ingediend; hij vraagt dat men in de Schelde met de poer zou mogen visschen.

Een lid beklagt dat de openbare machten niet genoeg belang stellen in de wateringen; het stelsel der binnenwaters zou moeten herzien worden.

Een ander lid zegt dat de Bruggen en Wegen te veel bezwaren inbrengen tegen het inrichten van nieuwe wateringen; aan vragen, sedert jaren gedaan, werd tot hiertoe geen gevolg gegeven.

Een lid zegt dat er bedrog wordt gepleegd bij het invoeren van vee in België : dat vreemd vee doet men doorgaan als lijdend aan longtering, ofschoon het eenvoudig is vermagerd door het vervoer.

Een lid vraagt welke kunstenaars zijn belast met de werken, vermeld op blz. 64 en volgende, 68 en volgende van het verslag, wat zij hebben getrokken toen de werken werden aangevangen en wanneer deze voltooid zullen zijn.

De Begrooting wordt goedgekeurd met veertien stemmen en eene onthouding.

4^e AFDEELING. — Een lid vraagt verhooging van de jaarwedde der boschwachters en van het krediet voor het aanleggen van veldwegen. Hij vraagt hoeverre het staat met de aangevangen schilder- en beeldhouwwerken.

Een lid wijst op de gebrekkige inrichting der Koninklijke Museums, in zake van aankoop.

De Begrooting wordt goedgekeurd met 8 stemmen tegen 2.

5^e AFDEELING. — Een lid verlangt te weten hoe het is gelegen met het vraagstuk van de vergoeding der arbeidsongevallen in zake van landbouw, en dat daarover duidelijk verslag worde uitgebracht.

Een lid vraagt wat de Regeering vanzins is in zake van vilplaatsen, waarover, naar hij zegt, veel wordt geklaagd.

Een lid vraagt of het korps der toezieners over de eetwaren een genoeg talrijk personeel bezit om overal een goed toezicht te houden.

Een lid zegt dat de Regeering heeft beslist Meunier's gedenkstuk aan den Arbeid in een museum te plaatsen. Dat is, zegt hij, een heerlijk gewrocht, en ik vraag dat het op eene openbare plaats worde opgericht.

Vele leden ondersteunen dien wensch.

De Begrooting wordt goedgekeurd met 10 stemmen en 2 onthoudingen.

6^e AFDEELING. — Een lid vraagt dat Staat en provincie toelagen zouden geven voor het onderhoud der buurtwegen; de gemeenten beschikken daartoe niet steeds over de noodige middelen en de wegen worden slecht. Hij wijst op de ongelijkheid tusschen de gemeenten in zake van wegenis en doet opmerken dat sommige gemeentewegen wezenlijk wegen van algemeen belang zijn geworden.

In denzelfden zin verlangt een ander lid dat de Staat de provinciën zou belasten met het onderhoud der buurtwegen. De gemeenten zouden bij voorbeeld voor 50 % bijdragen en het overige zou worden betaald door den Staat en de provinciën.

De Afdeeling is algemeen van gevoelen dat dit vraagstuk onverwijld en grondig dient te worden bestudeerd.

Een lid vraagt dat het Wiertz-Museum naar Dinant worde overgebracht.

De Begrooting wordt goedgekeurd met 10 stemmen en eene onthouding.

Onderzoek in de Middenafdeeling.

HOOFDSTUK III.

LANDBOUW.

Met genoegen stelt de Middenafdeeling vast dat de Belgische landbouw aanzienlijk vooruitgaat.

De landbouwstelsels zijn verbeterd; de zaadsoorten worden beter uitgekozen, de teelt wordt redematiger ingericht; ook brengen de landerijen van jaar tot jaar meer op.

De gemiddelde opbrengst per hectare bedraagt :

Tarwe	1,529 kilogr. in 1880 en	2,363 kilogr. in 1904.
Suiker- en voederbeeten.	32,284 — —	53,337 —
Aardappelen	12,233 — —	16,889 —
Haver.	1,614 — —	2,362 —

De toenemende opbrengst is nagenoeg dezelfde voor de andere granen, gerst, rogge, voeder, enz. Doch daar alles wat het « brood » betreft ons inzonderheid aanbelangt, zullen wij als voorbeeld den vooruitgang der tarweteelt aanhalen.

Jaar.	Hectaren behouwd.	Kilogrammen opgeleverd.	Kilogrammen per hectare.
1846	233,452	338,836,286	1,433
1866	283,542	402,854,088	1,418
1880	275,932	401,593,890	1,529
1895	180,377	384,232,664	1,931
1903	143,830	336,106,700	2,337
1904	159,118	376,033,200	2,363

De invoer van tarwe, na aftrek van den uitvoer, bedroeg in het afgelopen jaar 1,485,745,002 kilogram, voor eene waarde van 242 miljoen frank.

Vermits België slechts 376,003,200 kilo voortbrengt, moeten wij vier vijftenden der door ons verbruikte tarwe uit den vreemde betrekken.

Evenals in vorige jaren, is het de veeteelt die het meest vooruitgaat. Blijft het getal stuks paarden onveranderd, dit van het hoornvee neemt gestadig merkkelijk toe.

Wij telden het volgende getal hoornbeesten :

In 1846, 1,203,891 stuks.
In 1866, 1,242,445 —
In 1880, 1,382,815 —
In 1895, 1,420,978 —
In 1903, 1,720,150 —
In 1904, 1,782,290 —

Dus in de negen laatste jaren eene vermeerdering met 362,000 stuks, wat voor 's lands veestapel eene hoogere waarde van minstens 70 miljoen frank uitmaakt. In 1904 kwamen 760,777 stuks ter wereld.

In ons land telt men gemiddeld één beest per hectare, voor de opgenomen uitgestrektheid (1). In Oost-Vlaanderen treft men het hoogste getal hoornbeesten aan . 138 voor 100 opgenomen hectaren.

De hoedanigheid van het hoornvee verbetert insgelijks, dank zij de fokkers-vereeningen en de talrijke wedstrijden en tentoonstellingen, die wedijver onder de landbouwers onderhouden, alsmede ook ten gevolge van betere voeding en beter begrip van gezondheidsleer.

Ofschoon het aantal hoornbeesten merkelyk toeneemt, toch is het verbruik nog steeds grooter dan de voortbrenging. De invoer van vee, na aftrek van den weinig beduiden uitvoer, bedroeg eene waarde van 20,401,000 frank. Dus hebben onze veefokkers niet te vreezen voor overvoortbrenging.

Het verleden jaar ingevoerd slachtvee is als volgt ingedeeld :

28,277	beesten uit Nederland
103	— uit Frankrijk
10,564	— uit Amerika.

Dank zij de samenwerkende melkerijen en de betere stelsels tot vervaardiging, gaat de boternijverheid gestadig vooruit. Nochtans blijft de voortbrenging nog verre beneden het verbruik.

Ziehier de cijfers voor 1905 :

Invoer :	4,517,995 kilo	ter waarde van	13,102,000 frank.
Uitvoer :	1,723,971	— — —	4,999,000 —

Dus een verschil van 2,794,022 kilo en eene waarde van meer dan acht miljoen frank, waarvan wij den vreemde schatplichtig zijn.

Gezondheid der stallen. Vergoedingen. Wedstrijden.

Verleden jaar drong de Middenafdeeling inzonderheid aan op de noodzakelijkheid om de gezondheid van talrijke stallen te verbeteren. De slechte stalling der dieren moet deze onvermijdelijk verzwakken en al de tegen de longtering genomen maatregelen verlammen. Ook ziet de Middenafdeeling met eene groote voldoening dat het Departement van Landbouw pogingen aanwendt om dien toestand te verbeteren en dat te dien einde onder artikel 9 een krediet van 50,000 frank is uitgetrokken, voor de wedstrijden tot gezondmaking der stallen.

Slechts sedert weinige jaren houdt men zich bezig met de gezondheid der dieren, inzonderheid met de verbetering der stallen; niet alle landbouwers, op verre na, nemen de noodige maatregelen, maar toch schijnen de in

(1) De jaarlijksche landbouw opneming geldt enkel landbouw ondernemingen van minstens 1 hectare.

dien zin gedane pogingen reeds voldoende uitslagen op te leveren; is niet grootendeels daaraan toe te schrijven dat er minder dieren sterven, zooals blijkt uit onderstaande tabel?

PAARDEN (op 1,000 paarden).		RUNDVEE (op 1,000 dieren).	
Jaar.	Verlies.	Jaar.	Verlies.
1900.	46	1900.	46
1901.	42	1901.	46
1902.	38	1902.	48
1903.	37	1903.	43
1904.	36	1904.	42

De Middenafdeeling verlangt dat het Departement van Landbouw zou onderzoeken of het niet nuttig ware wijzigingen toe te brengen in de reglementen der prijskampen voor voorttelende dieren, in dezen zin dat er slechts premien worden verleend aan dieren die werkelijk voorttelep.

Sommige dieren, als voorttelende bekroond in vele prijskampen, brachten nooit iets voort.

De Middenafdeeling zou insgelijks willen dat het Departement van Landbouw onderzocht of, wanneer een dier, op bevel van den veearts afge maakt (nadat de tuberculine-proef bij hen een positieven uitslag gaf), gezond wordt bevonden, de Reggeering niet de gansche waarde van het dier dient te betalen.

Vilplaatsen.

Herhaaldelijk drong de Middenafdeeling aan op eene volledige inrichting van den dienst der vilplaatsen, waarvan men veel verhoopte in zake van openbare gezondheid.

Doch het schijnt dat die inrichting veel te wenschen overlaat, want voornamelijk in 1903 kwamen daarover talrijke klachten uit verscheidene provinciën.

Deze klachten komen neer op drie punten :

1^o In sommige gemeenten liggen die vilplaatsen te dicht bij de woningen en daarover klagen de naburen;

2^o Er zijn te weinig vilplaatsen; daarom moet men de doode lichamen te verre vervoeren, zoodat zij niet spoedig genoeg worden weggeruimd;

3^o De vervoerwagens zijn gebrekkig, niet waterdicht; het bloed en de stinkende stoffen van deze aan besmettende ziekten gestorven dieren sijpelen er door, wat gevaar voor besmetting verwekt.

De Middenafdeeling uit den wensch dat het Departement van Landbouw hare tienjarige overeenkomst met de Maatschappij Figue en C^o strenger zou doen uitvoeren, en tevens het vernielen van dierenlichamen door middel van soda onderzoeken.

Dat stelsel is niet nieuw, doch schijnt in het opzicht van gezondheid zeer bevredigende uitslaan op te leveren.

Aangezien de nijverheidsonderneming der vilplaatsen hier niets meer dan eene bijzaak is, ware het te wenschen dat het Departement van Landbouw de zaak grondig deed bestudeeren, om bepaald de waarde van beide stelsels te kunnen kennen.

Syndicaten voor veefokkerij.

In meest al onze provinciën vermeerderd het getal veekweeksyndicaten, en bij de bestaande neemt het getal leden gaandeweg toe. Om toelagen te kunnen verstrekken aan die nieuwe inrichtingen, zonder vermindering van de tegemoetkoming der andere vereenigingen, stelt de Regeering onder artikel 12 eene verhooging van krediet voor.

Op 1 Januari 1905, waren er 310 syndicaten voor het fokken van rundvee, met 11,956 leden en 38,051 ingeschreven dieren.

Met genoegen ziet de Middenafdeeling dat de veekweeksyndicaten in bloeienden toestand verkeerden; zij bewijzen den landbouw groote diensten. De Middenafdeeling zou willen dat die syndicaten zich in elke provincie in bond vereenigden, zooals reeds in sommige bestaat; dan kan er meer eenheid worden gegeven aan het besturen van de fokkerij en aan de wenschelijke verbeteringen.

Jammer genoeg willen in vele streken de kleine veefokkers geen deel uitmaken van syndicaten. De leden bestaan enkel uit groote en middelbare veefokkers.

En toch hebben, naar verhouding, de minderen zooveel belang bij de verbetering van hun vee als de groote fokkers.

't Ware raadzaam ze aan te zetten om in de syndicaten te treden, en daartoe bestaat geen beter middel dan (zooals reeds in sommige syndicaten geschiedt) eenige wedstrijden uitsluitend voor kleine landbouwers in te richten. Dan zouden zij niet meer vreezen voor mededinging van groote landbouwers, die doorgaans beter vee bezitten.

De landbouwkundigen.

De Middenafdeeling deed meermaals de talrijke diensten uitschijnen, welke Staats landbouwkundigen bewijzen.

Van jaar tot jaar worden zij door de landbouwers meer geraadpleegd.

In 1900 hielden zij 472 voordrachten voor landbouwers en gaven zij 1,422 maal schriftelijk raad.

In 1905 hielden zij 815 voordrachten en 2,459 maal gaven zij schriftelijk raad, dus bijna het dubbel in vijf jaren.

Doch opdat de landbouwers practisch nut kunnen trekken uit den raad der landbouwkundigen, mogen dezen niet op verren afstand wonen en mag bijgevolg hunne omschrijving niet al te uitgebreid zijn. Dus ware het raadzaam het getal dezer ambtenaren te vermeerderen en ieders bedrijfskring te verminderen. Daartoe kan men waarschijnlijk geraken door, waar het noodig is, de omschrijvingen om te werken en den graad van landbouw-

kundige toe te kennen aan de adjuncten die, door meerendeels reeds lange practijk, grondige kennis in zake van landbouw verwierven.

De Middenafdeeling hoopt dat de achtbare Minister met zijne gewone welwillendheid die zaak zal onderzoeken, alsmede de verhooging der eindjaarwedde van de landbouwkundigen, ten einde ze op denzelfden voet te plaatsen als de boschopzieners en de veeartsen.

De landbouwkundige heeft vooral ondernemingsgeest en werkkraft te toonen; derhalve mag men hem niet veel bestuursgeschrijf, geene lange verslagen opleggen. Hij moet steeds meer in betrekking komen met den landbouwer en zijn raadsman in het vak worden, zich niet enkel inlaten met landbouw, maar ook met veeteelt en met de keus der zaadsoorten, enz. De landbouwkundige zou meer proefvelden moeten inrichten, op verschillende grond in zijn gebied, en de uitslagen op kaarten aantekenen. Derwijze zou men eene kaart kunnen opmaken van den bodem des lands, en dat zou voor den landbouw een hoogst nuttig stuk zijn.

De hopteelt.

Sedert enkele jaren doorstaat de hopteelt eene erge crisis. Zij werd uitgelegd door verschillende redenen, doch de voornaamste schijnt te zijn dat er te veel wordt voortgebracht, waardoor op de wereldmarkten eene nijldige mededinging onder de hopplanters ontstaat.

Het eenige hulpmiddel daartegen is het verbeteren van de teelt en de bereiding der hop.

't Was bij den achtbaren Minister van Landbouw eene goede ingeving, toen hij eenerzijds den bijzonderen ondernemingsgeest aanmoedigde, en anderzijds bestuursmaatregelen nam ten bate van de hopteelt.

Thans zijn er veertig vereenigingen van hopkweekers, in den vorm van beroepsvereenigingen, in al de hopstreken des lands. Zij trachten de hervormingen en verbeteringen te verwezenlijken, die werden aanbevolen door de buiten het Parlement aangestelde Commissie; vakmannen houden in die groepen talrijke voordrachten.

Iedere hopbond bezit een of meer proefvelden, waar aanschouwelijke lessen worden gegeven over het uitkiezen der soorten, redematige bemesting, het opleiden der planten op ijzerdraad, enz. In 1905 werden, alleen in het land der mindere hopteelt, achttien proefnemingen met ijzerdraad gedaan, en zij leverden den besten uitslag op. De kosten om hopvelden te voorzien van ijzerdraad bedragen niet meer dan het plaatsen van hopstaken, doch ijzerdraad verslijt veel minder, er is minder te vreezen voor rukwinden en de planten worden minder aangetast door cryptogamische en andere ziekten. De opbrengst is van 10 tot 50 % grooter en de hoedanigheid schijnt beter te zijn. Daarom dienen deze proefnemingen te worden uitgebreid en door alle hopplantersvereenigingen te worden gedaan.

Het bereiden der hop liet steeds nog veel meer te wenschen dan de stelsels van hopteelt. Dus werden met reden in den jongsten tijd voornamelijk in dien zin pogingen gedaan. Ter verbetering der droogplaatsen, werden in iedere gemeente één of meer eesten veranderd, en deze dienen nu als model

voor de leden van het syndicaat. Er is een wedstrijd voor droogplaatsen gehouden en honderden planters lieten zich daarvoor inschrijven. Hieruit blijkt dat de hopkweekers bezield zijn met goede inzichten, en dat het voor de openbare machten raadzaam is toelagen te schenken voor deze gelukkige proefneming, want het drogen schijnt de zwakke zijde der Belgische hop te zijn.

De vereenigingen van hopplanters, die door deze middelen en door tentoonstellingen de planters hebben aangewakkerd om hunne teelt en de bereiding van hunne voortbrengselen te verbeteren, kwamen tevens op het gelukkig denkbeeld om brouwers en handelaars te doen deelnemen aan die tentoonstellingen. Zij kunnen de planters niet alleen met raad bijstaan, maar 't was ook noodig dat zij konden oordeelen over de gedane pogingen en de verwezenlijkte verbeteringen. Deze drukbezochte tentoonstellingen vestigden de aandacht der koopers op de Belgische hop, en reeds hebben vele planters, die betere voortbrengselen hadden, ze van 5 tot 10 frank boven den gewonen prijs verkocht. Dat laat voor de toekomst veel verhoppen.

't Is ook te hopen dat de hop meer algemeen zal worden verkocht en aangekocht naar hoedanigheid en soort, wanneer de Belgische brouwers beter gewoon zullen zijn aan 's lands voortbrengselen, dat is wanneer zij ze beter zullen kennen en volkomen in staat zijn ze met zaakkennis te beoordeelen. Dus handelde de heer Minister van Landbouw verstandig, toen hij toelagen schonk voor de nationale tentoonstellingen, onlangs te Luik, Brussel en Gent gehouden, en op iedere waarvan men meer dan driehonderd tentoonstellers aantrof. De markten te Aalst en te Assche vinden insgelijks steeds meer bijval. Talrijke brouwers begeven zich daarheen en beginnen de waarde der verbeterde Belgische hop te erkennen. Zoodra dit gebruik algemeener wordt, zullen de planters er onmiddellijk belang bij hebben de hoedanigheid hunner voortbrengselen te verbeteren, gezien den hooger prijs welken zij zullen bekomen. De Middenafdeeling raadt het Departement van Landbouw te volharden op de ingeslagen baan; zij meent dat het raadzaam ware door middel van enkele kleine handleidingen het onderricht aan te vullen, hetwelk wordt gegeven door tentoonstellingen en voordrachten.

Een lid was van oordeel dat het beste middel om den stoffelijken toestand der planters te verbeteren, zou zijn het invoeren van betere hoedanigheden dan die welke thans worden geteeld. Hij stelde voor om, zoolang de teelt niets opbrengt, toelagen te verstrekken aan de landbouwers die hunne planterij zouden willen vernieuwen.

Met deze zienswijze kon de Middenafdeeling zich niet vereenigen, omdat het stelsel moeilijk is toe te passen en als voorbeeld kan ingeroepen worden voor andere landbouwvoortbrengselen.

Landbouwvereenigingen.

In het ontwerp van Begrooting is nogmaals eene verhooging van krediet voor de landbouwvereenigingen voorzien; deze maatregel werd genomen ten gevolge van het toenemend getal en de belangrijkheid dezer vereenigingen.

De toelagen, aan landelijke groepen verleend, zullen van lieverlede een machtig middel worden om den landbouw te beschermen en tevens den ondernemingsgeest en den vooruitgang der landbouwers te bevorderen.

De instellingen tot landbouw-verzekering schijnen inzonderheid de welwillendheid der Regeering te verdienen, want het landbouwbedrijf wordt voornamelijk tegengewerkt door de talrijke gevaren en wisselvalligheden.

Dank zij de toelagen, verleend aan instellingen tot verzekering van vee en paarden, verminderde het gevaar van veesterfte reeds merkkelijk voor talrijke landbouwers; dus kan de Regeering deze nuttige vereenigingen niet genoeg aanmoedigen.

Naar aanleiding daarvan, vestigt de Middenafdeeling de aandacht der Regeering op de gevolgen van haar stelsel tot berekening van de toelagen aan fondsen tot herverzekering van vee en paarden.

Volgens den ministerieelen omzendbrief van 28 Januari 1903 wordt aan die bonden zooveel toelage verleend als het bedrag der premiën, door de plaatselijke mutualiteiten gestort in de herverzekeringskas, en kunnen die toelagen niet meer dan 15,000 frank per provincie bedragen. In zulke omstandigheden, hebben de fondsen die meer dan 15,000 franck premiën trekken, er geen belang bij om hunne verrichtingen nog verder uit te strekken, zoodat de toelagen der Regeering een gansch andere uitwerking hebben dan het daarmede bedoelde, te weten uitbreiding van veeverzekering.

Dergelijke uitslagen worden vooral waaargenomen in provinciën waar twee gelijkaardige fondsen tot herverzekering bestaan, zooals in de provinciën Antwerpen, Limburg en Namen; in zulk geval, moet de toelage van 15,000 frank onder deze fondsen worden verdeeld, naar gelang van de premiën, door elk fonds ontvangen.

De Middenafdeeling is het met den Minister er over eens, dat, om de kredieten goed te beheeren, een maximum van toelagen per provincie dient te worden bepaald; doch het valt niet te ontkennen dat de som van 15,000 frank, die toereikend was toen de fondsen tot herverzekering pas waren opgericht, niet meer beantwoordt aan de nieuwe behoeften, welke het gevolg zijn van de aanzienlijke uitbreiding hunner verrichtingen.

Voor verzekering tegen vernieling van den oogst door onvoorziene oorzaken, bij voorbeeld hagel, zou, naar het schijnt, de Regeering insgelijks op doelmatige wijze moeten bijdragen, in de eerste plaats om dergelijke verzekering uit te breiden en vervolgens om ze met toelagen te steunen.

Herhaaldelijk werden aan het Parlement kredieten gevraagd, tot vergoeding van landbouwers, wier oogst was vernield door stormen of hagel. De Kamers dachten dergelijke kredieten niet te kunnen toestaan, vooral uit hoofde van de moeilijke toepassing.

Vooreerst zou het wetsvoorstel den geregelden gang moeten volgen, dat is, in overweging worden genomen, onderzocht in de afdeelingen en in de Middenafdeeling, welke verslag uitbrengt, behandeld ter Kamer, verzonden naar den Senaat, waar dezelfde formaliteiten zijn vereischt, bekrachtigd door den Koning, afgekondigd, enz. Dat alles vergt veel tijd, en nadien wordt het soms moeilijk de schade te schatten, door onweders toegebracht aan vruchten die dan wellicht reeds zijn geoogst en binnengehaald. Men zou de schade moeten kunnen schatten onmiddellijk na het onheil.

Eene andere moeilijkheid, waarop werd gewezen, spruit voort uit de verzekering. Vergoedt de Staat den verzekerden landbouwer en wordt deze betaald door de verzekeringsmaatschappij, dan moet redelijkerwijs de door den Staat verleende vergoeding worden overgemaakt aan de verzekeringsmaatschappij. Vergoedt daarentegen de Staat den landbouwer niet, hij benadeelt de verzekeringsmaatschappijen en brengt den doodsteek toe aan alle voorzorg, want geen enkele landbouwer zal zich verzekeren, zoo hij kan hopen door de Regeering te worden vergoed. Dat waren de voornaamste redenen waarom verleden jaar een voorstel van dien aard door de afdeelingen werd afgewezen.

Een meer practisch en billijk middel om den landbouwers ter hulp te komen, ware toelagen te verleen en voor het verzekeren van den oogst. Wordt hij doorgaans in België niet verzekerd, dan is het uit hoofde van het erge gevaar, hetwelk zulke hooge premiën vergt dat de meeste landbouwers deze niet durven aannemen.

Sedert 1899 is bij den Hoogen Raad van Landbouw een ontwerp dienaangaande ahangig. De Middenafdeeling acht het raadzaam dat de Hooge Raad dit onderzoek zou hervatten, om eerlang tot de oplossing te geraken van een vraagstuk dat met reden de landbouwers bezorgd maakt.

Sociaal onderzoek naar den landbouw.

Door middel van de landbouwstatistieken en de beschrijvingen van de verschillende landbouwstreken, uitgegeven door het Ministerie van Landbouw, kan men zich een denkbeeld vormen van den toestand onzes landbouws; dat is evenwel ontoereikend om den maatschappelijken toestand der landbouwers te beoordeelen. Die stukken geven trouwens geene inlichtingen over de gezamenlijke feiten die den huishoudkundigen toestand des landbouws uitmaken, zooals de bestaanmiddelen van landbouwers en landelijke arbeiders, hun verstandelijk en zedelijk peil, de onderlinge betrekkingen der landbouwers, die van de pachters met hunne eigenaars en werklieden, de gezondheid ten platte lande, de verschillende vereenigingen tot bijstand en voorzorg.

't Is noodig die feiten te kennen, om op de hoogte te zijn van de behoeften der landbouwersklasse.

Voorzeker is het minder gemakkelijk sociale feiten na te gaan dan wel economische, waarover statistieken kunnen worden gemaakt. Sociale feiten kan men maar doen uitschijnen na lang durende, geduldige waarnemingen door bijzonder bevoegde personen.

Ook heeft men, om de sociale landelijke feiten uiteen te zetten, in België reeds eenige monographiën uitgegeven.

Nog onlangs besteedden de Maatschappij voor sociale huishoudkunde te Brussel en de Vereeniging der landbouw-ingenieurs te Leuven ettelijke zittingen aan het onderzoek van dat vraagstuk en kwamen zij tot dit besluit dat het hoogst nuttig is plaatselijke beschrijvingen in zake van landbouw uit te geven. De Middenafdeeling verzoekt den heer Minister van Landbouw dien

arbeid te ondersteunen. Staats landbouwkundigen zouden daaraan kunnen medewerken.

Deze werken zouden de bestanddeelen leveren voor eene studie in den aard van het groot onderzoek naar den arbeid, in 1886 door toedoen van den heer Beernaert ingesteld, en dat zulke aanzienlijke praktische uitslagen opleverde; nog later werd een onderzoek ingesteld naar de verbeteringen, toe te brengen aan den toestand der kleine burgerij; het ware, naar allen schijn, nuttig een dergelijk werk te verrichten ten opzichte van den maatschappelijken toestand der landbouwers.

Ontlasting van onroerende eigendommen.

Eene mindere belasting van den onroerenden eigendom is noodig, opdat de middelstanden en de mindere klassen gemakkelijker eigendommen zouden kunnen verwerven en de daarop drukkende lasten aflossen.

In dien zin had de Regeering tijdens het zittingsjaar 1902-1903 een ontwerp van wet overgelegd; het bevatte eene reeks doelmatige middelen. De Middenafdeeling had dit ontwerp merklijk uitgebreid en, door toedoen van haren verslaggever, den heer Tibbaut, een aantal goed doordachte amendementen voorgesteld, waarmede de Regeering zich vereenigde.

Doch ten gevolge van bijzondere omstandigheden, kon slechts het gedeelte van het ontwerp betreffende de deeling worden behandeld en aangenomen, en het overige van het ontwerp verdween van de dagorde.

Dat overblijvend deel zou eene goede plaats moeten erlangen op de tabel van de werkzaamheden der Kamer, en wel de artikelen 1 tot 4, betreffende de bepalingen voor den aankoop van eigendommen ter waarde van niet meer dan 10,000 frank, de leeningen en kredietopeningen tot hetzelfde bedrag.

Vervolgens, de bepalingen der artikelen 11 tot 16, betreffende de maatschappijen voor goedkoope woningen, de uitbreiding van de daaraan verleende fiskale gunsten en de ontlasting van den onroerenden eigendom. Daardoor worden namelijk die maatschappijen gemachtigd groote partijen grond aan te koopen, om ze stuksgewijs te verkoopen zonder bijkomend registratierecht te moeten betalen.

Eindelijk, de bepalingen van de artikelen 17 en 18, betreffende afschaffing van het kwijtingsrecht en ontlasting van de onroerende goederen door afschaffing van het evenredig recht, om eene schuldvordering op bepaalden termijn te vervangen door eene aflosbare schuldvordering.

Deze maatregelen zijn van het hoogste nut om het welzijn der middelbare en der mindere standen te verbeteren. Allen die zich toeleggen op maatschappelijke werken en de economisten, die zich op allerhande Congressen met deze zaak inlieten, maken zulke maatregelen noodzakelijk. Daarom ook verdienen zij de aandacht der Kamer.

Landbouwonderwijs.

Toen de Regeering, twintig jaar geleden, het Ministerie van Landbouw en het landbouwonderwijs inrichtte, werd haar geene spotternij onthouden en

de draak gestoken met hare verwaandheid om « graan te doen wassen door middel van wetenschap ». Hunnerzijds bleven de landbouwers onverschillig en de eerste landbouwleergangen werden weinig bijgewoond.

Doch weldra werd door de proefvelden, ingericht door de landbouwkundigen, bewezen welke vooruitgang was te verwezenlijken door bemesting en betere stelsels van landbouw; de landman stelde belang in die proefnemingen, gaf gehoor aan den raad der landbouwkundigen, en thans ziet men op elke voordracht talrijke weetgierige hoorders verschijnen.

Ook in de landbouwscholen neemt het getal leerlingen jaarlijks toe. Ziehier eenige cijfers :

Scholen te Gembloers, Gent, Vilvoorde, Hoei en middelbare scholen van den Staat :

Jaar 1902	1,042 leerlingen
— 1903	1,300 —
— 1904	1,421 —

Vrije middelbare landbouwscholen :

Jaar 1902	2,380 leerlingen
— 1903	2,505 —
— 1904	3,153 —

In het Hooger Instituut te Gembloers, werden groote nieuwigheden ingevoerd, zooveel mogelijk tot uitbreiding van de wetenschappelijke onderzoekingen in de laboratoriums, van de practische microscopische waarnemingen van schei- en natuurkunde, enz. Eerlang geschiedt hetzelfde voor landbouwwerktuigkunde en bouwkunde.

Ter hofstede van het Instituut te Gembloers wordt aan de leerlingen practisch onderricht gegeven, want daar worden de theoretische lessen aanschouwelijk gemaakt.

't Was insgelijks eene goede nieuwigheid, een vierde jaar vrije studie in te richten. Deze leergang bevat vier afdeelingen, zoodat de leerling een bijzonder vak kan uitkiezen.

Meermaals werd door de Middenafdeeling de wensch geuit, dat de Regeering de toestellen der laboratoriums voor dierenkunde, landbouwleer, landbouwscheikunde en werktuigkunde in het Instituut te Gembloers zou verbeteren, om dat gesticht op de hoogte van den hedendaagschen vooruitgang te brengen. Al worden de wetenschappelijke waarnemingen steeds meer uitgebreid, toch moet dat gesticht zijn karakter van school behouden, daar het niet is bestemd tot theoretische wetenschap. maar wel tot het opleiden van goede landbouwkundigen, mannen met ondernemings- en waarnemingsgeest, in staat om op practische wijze de vraagstukken van landelijke huishoudkunde op te lossen.

De verplaatsbare landbouw-huishoudscholen hebben zeer groote diensten bewezen aan boerendochters, doch al te weinige dezer kunnen de leergangen volgen. Er zijn tien zulker scholen; de leergangen duren vier maanden; iedere school heeft drie sessies per jaar, dus dertig voor gansch het land;

wellicht zou men ten minste, als proef, in sommige aanzienlijke landbouwcentrums een beroepsonderwijs in den landbouw kunnen inrichten, tot aanvulling van de lagere school.

Benevens het eigenlijk gezegd landbouwonderwijs heeft de Regeering er zich ook op toegelegd, de huishoudelijke gezondheidsleer en de voeding van den landbouwer te doen onderwijzen in de huishoudscholen of op de voordrachten die voor de landbouwsters worden gehouden.

De regeling van ons landbouwonderwijs wordt in den vreemde zeer hooggeschat, onder andere, in Frankrijk. In zijn boek, *Le retour à la terre*, spreekt de heer Méline, gewezen voorzitter van den Raad der Ministers, met den meesten lof van die regeling in België en prijst het huishoudelijk landbouwonderwijs aan als een der voornaamste middelen tot verbetering van den socialen toestand der landbouwers.

In de jongste dagen, wanneer het Noorderdepartement de eerste verplaatsbare melkerijschool tot stand bracht, richtte het die school op naar het voorbeeld van de Belgische melkerijscholen en stelde haar onder de leiding van een Belgisch personeel, opgeleid in onze huishoudscholen.

Eindelijk, werd op het Congres voor landbouwonderwijs, in Juli 1906, door den heer Ruau, Minister van Landbouw in Frankrijk, verklaard dat ons landbouwonderwijs zijne bewondering verwekte en in ruime mate overtrof wat in andere landen werd gedaan.

Betreffende het hoofdstuk III stelde de Middenafdeeling twee vragen.

Vraag.

« Werden er reeds beslissende uitslagen opgeleverd door de proefnemingen van inenting tegen tuberculose of longtering, naar het stelsel von Behring, tot welke proefnemingen het Departement van Landbouw is overgegaan? »

Antwoord.

« Er werd overgegaan tot twee soorten van proefnemingen. De eerste hadden ten doel, na te gaan in welke mate de runderen, onvatbaar gemaakt voor de tuberculose, konden weerstaan aan eene proefondervindelijke besmetting. Die proefnemingen werden ter veeartsenijschool gedaan door eene commissie van vier leden en leverden de volgende uitslagen op :

» 1^o De inenting volgens het stelsel von Behring is onschadelijk voor de gezonde kalveren en geeft geen aanleiding tot tuberculose;

» 2^o De ingeënte kalveren weerstaan over 't algemeen aan de natuurlijke besmetting, doch hun weerstand kan worden vernietigd door het inenten van groote hoeveelheden werkende smetstof.

» Andere proefnemingen, gedaan door een ambtenaar van den veeartsenijdienst bij het Middenbestuur, hadden ten doel na te gaan of die inenting doelmatig is onder de gewone omstandigheden der practijk. Daartoe werden, van 15 December 1904 tot 30 December 1905, 146 kalveren ingeënt in twaalf vroegere brandpunten van tuberculose.

» Uit die proefnemingen is gebleken dat het inspuiten, in de aderen of

onder de huid, van Behring's inentsel onschadelijk was, wat de dadelijke gevolgen daarvan aangaat.

» Anderzijds werd door eene onlangs gedane tuberculineering van deze ingeënte kalveren bewezen dat al die dieren, buiten enkele zeldzame uitzonderingen, vrij zijn van tuberculose. Meestal werden echter, gedurende één jaar of eenige maanden, prijsgegeven aan talrijke besmettingsmiddelen, waaraan de niet-ingeënte kalveren, die als waarnemingsdieren waren genomen, niet konden weerstaan. De besmetting der ingeënte kalveren kan worden verklaard doordat zij reeds besmet waren voordat de onvatbaarheid verworven was. Deze uitslagen zijn dus zeer aanmoedigend, doch daaruit kan geen bepaalde conclusie worden getrokken.

» De duur van deze betrekkelijke onvatbaarheid, alsmede hare praktische doelmatigheid zullen blijken uit latere onderzoeken. »

Vraag.

« Levert het aanwenden van het serum en van het serum-inentsel tegen den rooden varkensuitslag, bevredigende uitslagen op? »

Antwoord.

« Gedurende de jaren 1904 en 1906, bleek de sero-inenting tegen den rooden varkensuitslag, evenals vroeger, onschadelijk en doelmatig te zijn. In 1904 werden 15,329 varkens ingeënt, meestal in brandpunten van rooden varkensuitslag : allen bleven daarna onvatbaar.

» Wat het genezend serum aangaat, uit de verslagen der veeartsen, die het hebben aangewend, blijkt dat het doelmatig is in zulke mate dat het getal in de praktijk bekomen genezingen kan worden geschat op de negen tienden der behandelde dieren, wanneer men het aanwendt bij den aanvang der ziekte.

» In 1905 werden dezelfde uitslagen bekomen voor het genezend serum als voor het sero-inentsel. »

HOOFDSTUK IV.

WATERS EN BOSSCHEN.

Het hoofdstuk betreffende waters en bosschen behelst geen enkel krediet voor wedstrijden van boschcultuur, terwijl bij artikel 13 kredieten zijn voorzien om toelagen te verleenen voor landbouwwedstrijden.

De Middelenafdeeling vestigt daarop de aandacht van den Minister van Landbouw en verzoekt hem na te gaan of het niet nuttig zijn zou, bij artikel 24 der Begrooting een krediet in te schrijven, opdat zijn Departement wedstrijden voor boschcultuur zou kunnen inrichten in de boschstreken van het land, inzonderheid om de bijzonderen en de gemeentebesturen aan te moedigen tot het weder herstellen van den hoogstammigen boschbouw.

De jacht in het Hertogenwald.

Een lid behandelde ook het vraagstuk van het recht tot jagen in het Hertogenwald.

Men weet dat het recht tot jagen in het Hertogenwald behoort niet aan den Staat, maar aan de Kroon. Sedert twee of drie jaar heeft de Civiele Lijst aan sommige personen den last opgedragen, zich bezig te houden met het toezicht over die jacht; er is echter, in strijd met wat beweerd werd, geen pacht en er wordt geen recht betaald. De wachters, die geen Rijksboschwachters zijn, worden door de Civiele Lijst aangesteld en maken in haren naam de processen-verbaal op. Ieder jaar bepaalt de Civiele Lijst (uitgenomen voor de wilde zwijnen, die men tracht uit te roeien) hoeveel stuks grof wild de uitgenoodigden mogen nederschieten. De personen, die aan de klopjachten in het Hertogenwald deelnemen, zijn dus de uitgenoodigden der Kroon, die de haar toegekende rechten tot jagen niet heeft vervreemd.

HOOFDSTUK V.

GEZONDHEIDSDIENST.

Bij artikel 31 der Begrooting wordt een krediet van 15,000 frank voorgesteld tot het verleenen van toelagen aan de verpleeghuizen die ten doel hebben de tuberculose te voorkomen.

Deze aanvraag om krediet schenkt voldoening aan een wensch die reeds in de Middenafdeeling en in de Kamer werd uitgedrukt. Tot nu toe liet men de bestrijding der tuberculose bijna uitsluitend over aan het privaat initiatief. Dat hoeft men, naar het schijnt, niet te betreuren; immers, dank zij het edelmoedig optreden van privaatzijde, heeft men reeds aanzienlijke uitslagen bekomen, waarvan de lof door de vreemde landen zelf werd uitgesproken.

Een voorbarig optreden van de openbare machten, onder het beheer van slecht of niet genoeg verlichte denkbeelden, kon wellicht nadeelige gevolgen hebben.

Men mag er zich geluk om wenschen, zich in den beginne niet te hebben laten medesleepen, wanneer men aanzienlijke sommen aanvroeg tot het oprichten van groote zoogezegde volkssanatoriums. Thans heerschen meer nauwkeurige en meer redematige begrippen: men keurt de sanatoriums tot bestrijding der tuberculose niet af, doch men beschouwt ze niet meer als het voornaamste middel tot bestrijding der tuberculose. Sanatoriums zijn er noodig; reeds bestaan er sanatoriums en wellicht zal men er nog nieuwe oprichten; doch het zijn ziekenhuizen, die veeleer tot het gebied van den openbaren onderstand dan tot dit van de volksgezondheid behooren. Overigens, het is zeker dat het werkelijk onmogelijk is, al de teringlijders te doen verplegen in die sanatoriums; men zou er voornamelijk die zieken moeten verplegen, welke men hoopt te kunnen genezen.

Het komt ons voor dat het Departement van Landbouw, door veeleer belang te stellen in de verpleeghuizen, die hoofdzakelijk middelen zijn tot

voorkoming en vulgarisatie, zijne echte zending opperbest heeft ingezien. De verpleeghuizen leveren het voordeel op, dienstig te kunnen zijn voor zieken van elke soort. Men moet echter vermijden er zich op geneeskunde toe te leggen: men moet zich bepalen bij de gezondheidsleer door aan de zieken gezondheidsregelen op te leggen en de uitbreiding der besmetting tegen te werken.

De Middenafdeeling keurt dus het krediet goed, dat wordt voorgesteld ten gunste van de verpleeghuizen, evenals zij de propagandemaatregelen tegen de tuberculose toejuicht, die worden aangewend met de geldelijke aanmoediging van den Staat. Het ligt echter in haren wensch dat bij de verdeling der toelagen ten gunste van de verpleeghuizen, te werk worde gegaan naar algemeene regelen en onder het toezicht van eene officieele inspectie. Voor deze inspectie zijn talrijke beambten niet noodig; het toezicht zou met weinige kosten kunnen waargenomen worden, door het toedoen van de hoofdinspectie, die aan het Departement van Landbouw is gehecht. De bevoegdheden daarvan zijn duidelijk omschreven in het zeer merkwaardig verslag van den Heer Beco, op het Internationaal Congres voor tuberculose te Parijs, in 1905. « Die toezichtsdienst zou — zoo luidt dit verslag — de zelfstandigheid van elk aangenomen verpleeghuis en de voogdij der bonden waarbij het mocht aangesloten zijn, ongeschonden laten, doch tevens nagaan of de verleende toelagen behoorlijk worden aangewend; de statistiek van de bekomen uitslagen zou hij op gelijkvormige grondslagen inrichten; hij zou zorgen voor gemakkelijker betrekkingen tusschen de verpleeghuizen en de andere inrichtingen, die zich bezig houden met de volksgezondheid... eindelijk — en dit ware zijne voornaamste werking — zou hij er zich op toeleggen, samenwerking in de pogingen en eenheid in het doel tot stand te brengen, samenwerking en eenheid die onmisbaar zijn wanneer het ondernemingen geldt, die voor de gansche natie evenveel belang opleveren. »

Op dat gebied evenals op menig ander gebied zijn zij een onontbeerlijk middel om op duurzame en weldadige wijze vooruit te gaan.

De Middenafdeeling vestigt de aandacht van het Departement van Landbouw op de talrijke vervalschingen die op sommige markten worden gepleegd, inzonderheid op de botervervalsching door middel van margarine. De toezichters over de eetwaren zouden niet alleen de groote markten moeten bezoeken, maar zelfs de markten van de geringste gemeenten, waar talrijke misbruiken worden gepleegd.

HOOFDSTUK VI

WEGEN.

Onderhoud der wegen

Verscheidene afdeelingen hebben, ook dit jaar, hare aandacht gewijd aan het hoogst geacht en sedert lang opgeworpen vraagstuk van de geldelijke tussenkomst van den Staat in den onderhoud der buurtwegen; de Middenafdeeling meende zich ook daarmee te moeten bezighouden.

Al de bewijsredenen, welke voor die tusschenkomst gelden, willen wij thans niet herhalen; herhaaldelijk werden zij in de Kamer uitgedrukt. Slechts enkele daarvan brengen wij in herinnering, namelijk en vooral de lasten die, wegens den onderhoud der wegen, op ongelijke wijze drukken op de gemeenten. Sommige hebben de kans dat één of meerdere steenwegen van den Staat door haar grondgebied loopen; anderen integendeel hebben, op gansch haar grondgebied, noch steenweg van den Staat noch steenweg van de provincie; zij moeten dus uitsluitend al de kosten van den onderhoud der wegen dragen. Werkelijk zijn sommige buurtwegen wegen van groote gemeenschap geworden, die veel meer voor het algemeen verkeer dan voor het plaatselijk verkeer dienen; andere buurtwegen zijn, naar aanleiding van bijzondere omstandigheden, zooals het oprichten van eene statie, van een spoorweg of een buurtspoorweg, hoogst gewichtig geworden, en, in beide gevallen, blijft de onderhoud dier wegen ten laste van de gemeente, ofschoon de inwoners der naburige gemeenten misschien veel meer gebruik maken van deze steenwegen dan die der gemeente welke ze moet onderhouden.

Nog andere redenen kunnen worden ingeroepen, doch, zooals wij daar-even zegden, iedereen kent ze en niemand betwist ze nog verder.

In de laatste jaren ging het vraagstuk overigens goed vooruit, vermits de heer Minister van Financiën, de inzichten van den Minister van Landbouw bevestigend, den 24ⁿ Maart 1904 ter Kamer verklaarde: « De eenige mogelijke oplossing schijnt mij toe het instellen van een bijzonder provinciaal fonds, onderhouden door den Staat, de provincie en door eene heffing op het gemeentefonds. . Er zou worden verstaan, dat alleen die gemeenten, welke hare wegen in goeden stand houden, recht zouden hebben op toelagen uit dit fonds. »

Met genoegen vernamen wij dat de heer Minister van Landbouw onlangs de afgevaardigden der bestendige deputatiën en de oversten van de technische diensten op eene vergadering in het Ministerie van Landbouw opriep, om practische maatregelen te beramen, ten einde eerlang te verwezenlijken het ontworpen stelsel van gelijktijdige bijdrage van den Staat en de provinciën in de lasten voor het onderhoud der wegen.

De Middenafdeeling kan niet nalaten dit besluit toe te juichen; zij uit den wensch dat de Regeering niet dralen zal om op ernstige en duurzame wijze aan de uitgedrukte inzichten gevolg te geven; zoodoende mag zij rekenen op de dankbaarheid van ontelbare gemeenten, die op zeer onrechtvaardige wijze lijden door den huidige toestand.

Wij hebben hooren tegenwerpen dat de uitvoering van het ontworpen stelsel veranderingen in de wet van 1841 op de buurtwegen zouden noodzakelijk kunnen maken waaruit onberekenbare vertraging zou kunnen voortvloeien; wij hopen echter dat de Regeering het middel zal vinden om gevolg te geven aan hare inzichten, zonder de bestaande wetten te moeten wijzigen. Trouwens, de wet van 10 April 1841 op de buurtwegen voorzag niet dat de Staat toelagen zou schenken voor het aanleggen van buurtwegen, wat de Staat en de provinciën toch niet belette door begrootings- en bestuursmaatregelen bij te dragen tot het in stand brengen van het heerlijk net van gemeenschapswegen, ter uitgestrektheid van 30,000 kilometer; overigens berust, naar die

wet, gansch het stelsel der buurtwegen op gezamenlijke werking van gemeenten en provinciën.

Op dit gebied hebben de provinciale overheden uitgestrekte bevoegdheid, die doelmatiger kan worden aangewend; vijf provinciën dragen reeds bij tot de lasten voor het onderhoud der wegen van groote gemeenschap, en wel voor eene gezamenlijke som van nagenoeg 400,000 frank.

Doet de Staat zijne bijdrage afhangen van die der provinciën en regelt hij ze naar het bedrag van de bijdrage der provinciën, dan zal ongetwijfeld het stelsel eerlang in al de streken des lands worden verwezenlijkt.

Het is hoog tijd om te handelen; overgroote opofferingen werden gedaan om het buurtwegennet tot stand te brengen: het kapitaal, aan dien aanleg besteed, wordt geschat op de overgroote som van 300 millioen; het onderhoud van aantal belangrijke wegen van algemeen nut wordt erg verwaarloosd; door middel van eene goedbegrepen gelijktijdige bijdrage van Staat en provinciën, in de eerste plaats voor de aanzienlijkste wegen van groot verkeer, zou men den bestaanden toestand zeer spoedig merkelyk kunnen verbeteren.

Een ander voordeel, dat dadelijk het gevolg van deze bijdrage zou zijn, is dat de wegen niet meer uitsluitend zouden moeten onderhouden worden door de gemeenten. Dat onderhoud kan worden ingericht door werken, gezamenlijk uitgevoerd voor rekening van de verschillende plaatselijke besturen, die belang hebben bij een zelfden weg; voor al de diensten zou dit ernstige bezuiniging opleveren.

Nogmaals dringt de Middenafdeeling bij de Regeering ernstig aan op spoedig onderzoek van de met de provinciën te nemen maatregelen voor dit gewichtig vraagstuk, en opdat zij zoo mogelijk reeds in het loopend dienstjaar toelagen verleene voor het onderhoud der wegen.

Gezondmaking der rivieren.

De Middenafdeeling rekent het zich insgelijks tot plicht de aandacht van den heer Minister van Landbouw te vestigen op den toestand van talrijke bevolkingen benedenwaarts de steden, ten gevolge van het bederven der rivieren. Deze jammerlijke toestand houdt telken jare gelijken tred met de steeds aanzienlijkere uitbreiding der groote gemeenten, en namelijk de gesteldheid der Zenne vergt spoedig een hulpmiddel.

Het stortwater wordt in twee groepen gezuiverd: eenerzijds bij wijze van scheikundige zuivering en anderzijds door het vernielen van de bacteriën die voorkomen in de organische stoffen der schadelijke wateren.

De meest bevoegde gezondheidkundigen zijn het oneens over de waarde der verschillende stelsels.

Een Fransch scheikundige heeft te Haren, nabij Brussel, eene inrichting tot stand gebracht, waar hij zijn eenvoudig en goedkoop stelsel beproeft, want hij zuivert het water door middel van kalk. Het slijk dat de bezinking overlaat wordt gedroogd en is, volgens den uitvinder, eene meststof voor den landbouw. Daarentegen verkiezen vele gezondheidkundigen het verwijderen van de bacteriën uit het water.

De Middenafdeeling denkt dat de Minister van Landbouw een nuttig werk zou verrichten, indien hij den bevoegden dienst last gaf de proefnemingen met de verschillende stelsels na te gaan, om zoo spoedig mogelijk tot eene praktische oplossing te geraken, wat voor de openbare gezondheid hoogst wenschelijk is.

Waterleidingen.

Onder artikel 32 der Begrooting (Toezicht over de buurtwegen, gezondmakingswerken, enz.) wordt eene vermeerdering van krediet voorgesteld, om namelijk den dienst van het Middenbestuur des Departements, die zich inlaat met zaken van waterleidingen, te versterken.

Dit voorstel laat hopen dat de Regeering niet meer eenvoudig de kredieten zal toestaan of verhoogen, die worden verdeeld onder de gemeenten welke waterleidingen tot stand brengen. De Regeering, die de Wetgeving hoeft in te lichten over de door haar gedane pogingen om eenen dienst van drinkbaar water aan de gemeenten te verschaffen, had tot hiertoe enkel gewezen op de aanzienlijke sommen, daaraan door 's lands Schatkist besteed, en aange-toond dat de daaraan besteede geldmiddelen der begrooting gestadig toenamen. De Kamers aarzelden overigens nooit om haar de kredieten toe te staan, welke zij daarvoor aanvraagde.

Op de Tentoonstelling te Luik, bewonderde men de algemeene kaart der waterleidingen, aldus tot stand gebracht met bijdrage van den Staat, en zag men welke aanzienlijke vooruitgang op dat gebied werd verwezenlijkt. Volgens eene nota betreffende de klasse van gezondheidsleer, zijn er nagenoeg zeventienhonderd openbare diensten van drinkbaar water in werking of in aanleg.

Deze waterleidingen bestaan grootendeels in de bergachtige streken des lands; zeer zelden treft men er aan ten Noorden der Samber, in het lager gedeelte des Rijks.

Er moeten algemeene maatregelen worden genomen tegen het schier volslagen gebrek aan waterleidingen in sommige streken des lands, met name in het lager gedeelte van België en aan onze zeekust, waar de hoedanigheid des waters vaak veel te wenschen overlaat. Dus ware versterking van den dienst, die de daartoe te nemen maatregelen moet bestudeeren, zeer nuttig. Men moet middelen beramen, om de gemeenten practisch ter hulp te komen en deze niet meer alleen aan hare eigene krachten over te laten. Reeds werd gewezen op onderscheidene ontwerpen om die middelen te verwezenlijken en inzonderheid op eene wet, waarbij de plaatselijke overheden zich zouden kunnen vereenigen om gezamenlijke diensten van waterleiding tot stand te brengen.

De Middenafdeeling raadt ten vurigste de Regeering, dat ontwerp onverwijld in te dienen. Drinkbaar water is eene zaak van het hoogste belang voor de volksgezondheid; dus verrichten de openbare machten een bij uitstek nuttig werk, wanneer zij daartoe ruime toelagen schenken.

Maar toch is het noodig de bevolking, wier waterbronnen voor de leiding worden afgenomen, te vrijwaren tegen de plagerijen die de maatschappijen,

welke deze wateren benuttigen, haar kunnen berokkenen; men moet haar ook het noodige minimum aan water waarborgen, niet enkel voor huislijk gebruik, maar ook voor hare nijverheid; het ware onrechtvaardig en onredelijk zekere streken ten onder te brengen om den toestand van andere te verbeteren.

Ook hoeven de toelagen, door de openbare machten verstrekt, zoo goed mogelijk te worden aangewend, en dat kan maar wanneer men met eenheid en in een gezamenlijken zin te werk gaat.

Schoone Kunsten.

Drie vragen werden door de Middenafdeeling gesteld naar aanleiding van hoofdstuk VII.

Vraag.

« Is het waar, zooals het loopend gerucht wil, dat de driejarige tentoonstellingen van Schoone Kunsten voortaan achtereenvolgens te Gent, Antwerpen en Luik zullen gehouden worden, en dat Brussel buiten de beurt zou blijven en telken jare eene tentoonstelling hebben? »

» Zoo ja, kunnen dan die driejarige tentoonstellingen en de Brusselsche niet worden gehouden op verschillende tijdstippen, opdat de kunstenaars die zulks verkiezen, en te Brussel en in de provinciesteden zouden kunnen tentoonstellen? »

Antwoord.

« Dat vraagstuk werd niet opgeworpen; mijn Departement weet niet wat aanleiding kon geven tot het verspreide gerucht over de afwisselende driejarige tentoonstellingen. »

Vraag.

« Het schijnt dat de Regeering van plan zou zijn Meunier's heerlijk gedenkteeken aan den Arbeid in een museum te plaatsen; acht zij het niet beter daartoe eene openbare plaats of het begin eener openbare wandeling uit te kiezen? »

Antwoord.

« Toen het ontwerp van Constantin Meunier's gedenkteeken aan den Arbeid werd voorgelegd aan mijn Departement, heeft dit laatste, zonder zijn zegel te kunnen hechten aan den vorm waarin het werd voorgesteld en welken de kunstenaar zelf beschouwde als eene eenvoudige proef, raadzaam geoordeeld zich onmiddellijk den eigendom aan te schaffen van het verheven beeldwerk en de standbeelden waaruit het bestond, zonder dat daaraan een bepaalde bouwvorm was gegeven en zonder dat er eene alleszins geschikte plaats was gevonden om het kunstgewrocht op te richten.

» Toen mijn Departement den kunstenaar het verheven beeldwerk en de standbeelden bestelde, achtte het raadzaam te onderzoeken of het niet mogelijk ware voor dat beeldhouwwerk eene bijzondere zaal te bestemmen in het toekomstig paleis van den « Kunstberg », waar het gewrocht des kunstenaars, in eene geschikte omgeving, zijne opvatting in haar beste daglicht zou plaatsen.

» Tijdens de retrospectieve tentoonstelling van Belgische kunst, werd door toedoen en met bijzondere geldelijke bijdrage van mijn Departement eene nieuwe proef genomen om het werk te vertoonen. Deze proef werd gunstig bejegend en de uitvoering van een door Constantin Meunier zelf geschetst eerste ontwerp door den bouwkundige den heer Acker, verwierf algemeen lof.

» Deze proefneming kan het uitgangspunt worden van nieuwe opsporingen naar de meest geschikte plaats voor het gedenkteeken, hetzij op den « Kunstberg » of elders, nadat al de daarbij behorende deelen zijn voltooid, wat nog een aanmerkelijken tijd zal vergen. Ik dacht den wensch van het publiek te bevredigen en bij te dragen tot den roem des kunstenaars, door de reeds voltooide deelen voorloopig ten toon te stellen in het Museum, behoudens er later eene verkieslijker geoordeelde bestemming aan te geven. »

Vraag.

« Het Wiertz-Museum overbrengen naar Dinant. »

Antwoord.

« Daar het vraagstuk der overbrenging van het Wiertz-Museum naar Dinant werd opgeworpen, dacht ik den wensch der Middenafdeeling te bevredigen door haar onderstaande inlichtingen uit het dossier mede te deelen :

» Drie overeenkomsten, achtereenvolgens gesloten tusschen de Regeering en Antoon Wiertz, eene overeenkomst tusschen wijlen Ch. Potvin, algemeen erfgenaam van Wiertz, en de Regeering, regelen het bestaan van het Wiertz-Museum.

» 1^{ste} OVEREENKOMST (2 Juli 1850) :

» Wiertz ontvangt van de Regeering, vertegenwoordigd door Ch. Rogier, eene som van 30,000 frank, om namens den Staat eenen grond aan te koopen en daarop te bouwen eene werkplaats, waarvan hij levenslang het genot zal hebben. Bij zijn afsterven neemt de Staat daar bezit van. Zijnerzijds staat Wiertz aan de Regeering den vollen eigendom af van drie zijner schilderijen. Er wordt bepaald dat « *die schilderijen, alsmede de andere waarover de heer Wiertz later zou kunnen beschikken ten voordeele der Regeering, onveranderlijk blijven gevestigd aan de muren zijner werkplaats, die aldus een museum wordt* ». »

» 2^e OVEREENKOMST (1 September 1853).

» Aan Wiertz wordt door de Regeering — vertegenwoordigd door den heer Piercot — toegekend fr. 34,049 64, som overeenkomend met de hoogere kosten, veroorzaakt door den aankoop van den grond en het bouwen der werkplaats. Wiertz staat den Staat drie andere schilderijen af, en verbindt zich om *fresco's op de muren der werkplaats te schilderen*.

» 3^e OVEREENKOMST.

» De Regeering, vertegenwoordigd door Ch. Rogier, overhandigt Wiertz 25,000 frank, opdat hij namens den Staat zou aankopen een perceel grond, tot vergrooting van den reeds aangekochten en waarop een gebouw staat. Wiertz staat eene zevende schilderij af.

» Wiertz stierf den 18ⁿ Juni 1865.

» Ch. Potvin, letterkundige, werd als algemeen erfgenaam aangesteld, bij eigenhandige wilsbeschikking, luidende als volgt :

» « Ik benoem mijn vriend Ch. Potvin tot mijn algemeen erfgenaam.

» Met mijne hand geschreven den 17ⁿ Juni 1865. (*Onderteevend*) Wiertz. »

» In het sterfhuis werd eene *niet gedagteekende* nota in pollood gevonden, waarop stond : « Ik schenk al mijne schilderijen aan den Staat. Ik ver-
» lang dat zij aan de muren der werkplaats bevestigd blijven. (*Ondertee-
» kend*) Wiertz. »

» Het weglaten van den datum, eene hoofdvereischte, ontnam dit stuk de waarde van een testament.

» De heer Potvin maakte de Regeering eigenares van eene uiterst aanzienlijke reeks werken van Wiertz — schilder- en beeldhouwwerken — in den boedel opgenomen.

» Na rijp overleg, werd aan die schenking de vorm eener *minnelijke schikking* gegeven, waarbij de Regeering verschillende verbintenissen nam. De schilderijen, door Wiertz vervaardigd naar het stelsel van doffe schildering gezegd « Belgisch fresco », werden beschouwd als den Staat reeds toebehoorend, krachtens de overeenkomst van 1 September 1853, waarbij Wiertz zich verbond fresco's te schilderen op de muren der werkplaats. Zij werden uitgesloten van de lijst der door den heer Potvin geschonken werken.

» Deze overeenkomst, den 9ⁿ Juni 1866 met den heer Potvin onderteevend door den heer Vandenpeereboom, namens de Regeering, zegt uitdrukkelijk :

« ART. 3. — Al de werken van Wiertz, met inbegrip der zeven schilderijen en der fresco's in doffe schildering, behooren den Staat, krachtens » de overeenkomsten van 2 Juli 1851, 1 September 1853 en 6 Februari 1864, » zooals hierboven is gezegd en erkend, en al diegene welke de Staat zou » kunnen aanwinnen of met zijne penningen aankopen, *blijven onveran-
» derlijk gehecht* aan de muren der werkplaats, welke aldus een Staats-
» museum wordt, voor het publiek toegankelijk, zonder dat die werken ooit

» gansch of gedeeltelijk mogen onttrokken worden aan het zicht van het
» publiek. »

» Deze uitdrukkelijke bepaling, alsmede de bedingen, opgenomen in de overeenkomsten, met Wiertz tijdens zijn leven gesloten, stelden een einde aan de voorafgaande besprekingen, waarbij de Regeering herhaaldelijk en te vergeefs had getracht voor de toekomst het recht te verwerven om vrij te beschikken over de schilderijen van Wiertz, na dezes overlijden, of in zekere bepaalde omstandigheden

» Stellig dus was het inzicht der verdragsluitende partijen, *ten eeuwige dage* een museum van Wiertz' werken te behouden in de *werkplaats*, naar zijn verlangen gebouwd, niet enkel om ze zijn leven lang, maar ook voor onbepaalde tijd na zijn overlijden te bewaren.

» Dus schijnt het dat enkel een geval van hogere macht, bij voorbeeld eene onvermijdelijke onteigening, de Regeering mogelijk zou kunnen verplichten inbreuk te maken op wat voor de overeengekomen partijen als wet geldt.

» In de huidige omstandigheden laat niets deze mogelijkheid voorzien. »

Bij eenparigheid der aanwezige leden keurde de Middenafdeeling de Begroting voor het Ministerie van Landbouw, dienstjaar 1906, goed, en zij stelt u voor ze aan te nemen.

De Verslaggever,
Bon ALB. D'HUART.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

